

le prolétaire

organe du parti communiste international

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI: La ligne qui va de Marx-Engels à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie; la lutte de classe de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des fronts nationaux de la résistance; la lutte contre le principe et la praxis démocratiques, contre l'interclassisme et le collaborationnisme politique et syndical, contre toute forme d'opportunisme et de nationalisme; la tâche difficile de restauration de la doctrine marxiste et de l'organe révolutionnaire par excellence - le parti de classe -, en liaison avec la classe ouvrière et sa lutte quotidienne de résistance au capitalisme et à l'oppression bourgeoise; la lutte contre la politique personnelle et électoraliste, contre toute forme d'indifférentisme, de suivisme, de mouvementisme ou de pratique aventuriste de «lutte armée»; le soutien à toute lutte prolétarienne qui rompt avec la paix sociale et la discipline du collaborationnisme interclassiste; le soutien de tous les efforts de réorganisation classiste du prolétariat sur le terrain de l'associationnisme économique, dans la perspective de la reprise à grande échelle de la lutte de classe, de l'internationalisme prolétarien et de la lutte révolutionnaire anticapitaliste.

N° 557

Avril-Mai-Juin 2025

62^e année -1,5 € / 3 CHF /
£1,5 / 10 DA / 1000 DT / 5
DH / 300 CFA / 1,5 \$ CAD

DANS CE NUMERO

- Encore un crime policier à Bruxelles
- Espagne: À propos de la « grève générale » à Valence le 29 mai
- Ukraine: pilule amère pour les impérialismes Européens
- Livraisons d'armes françaises à Israël
- Le CCI et le «populisme»
- L'ICR ni communiste, ni révolutionnaire !

Manifestations contre les expulsions à Los Angeles : un avertissement sur l'avenir que la bourgeoisie prépare pour toute la classe ouvrière

Depuis plusieurs jours, la ville américaine de Los Angeles est le théâtre de manifestations massives, souvent violentes et accompagnées d'affrontements avec la police, contre les rafles et les expulsions menées par le gouvernement américain par l'intermédiaire de l'ICE (Immigration and Customs Enforcement), habituellement chargé de l'application des politiques d'immigration et d'assurer une partie du contrôle des frontières. Selon la presse, au cours des deux ou trois derniers jours, les manifestations se sont étendues à d'autres villes, telles que San Diego (également en Californie) et Seattle (dans l'État de Washington, au nord du pays). A Los Angeles, on dit que le ton des manifestations s'est durci après l'envoi par la Maison Blanche de la Garde nationale et du Corps des Marines de l'armée, en les autorisant à intervenir dans la répression et même à contribuer au travail de l'ICE dans les rafles anti-immigration.

Bien que la presse se concentre exclusivement sur les aspects les plus spectaculaires des manifestations, en essayant de les rendre plus spectaculaires avec des photos et des vidéos de voitures de police incendiées ou de manifestants cagoulés, la réalité est que ces

(Suite en page 15)

Instabilité politique et «aspirations démocratiques»

Nous n'allons pas faire la chronique du cirque parlementaire en France au cours des derniers mois avec ses motions de censure, ses négociations en coulisse, la formation d'un nouveau gouvernement à la durée de vie incertaine. Cette « instabilité » parlementaire a alimenté les discussions parmi les politiciens bourgeois sur la capacité de la constitution de la Vème République à fonctionner correctement dans une situation où il n'existe pas de majorité absolue au parlement capable de soutenir sans broncher l'action gouvernementale; certains préconisent des réformes plus ou moins grandes (instauration par exemple du scrutin proportionnel), tandis que d'autres jugent inutiles de telles réformes; enfin de son côté La France Insoumise promeut depuis longtemps le passage à une VIème République, de type parlementaire, au travers d'un « processus constituant ».

CHANGER LA CONSTITUTION ?

Il faut se souvenir que la Vème République est née de la crise provoquée par la guerre en Algérie. Sous l'influence déterminante des Américains, la France avait adopté après la deuxième guerre mondiale une constitution de type parlementaire dotée d'un exécutif faible.

L'impérialisme américain avait alors fait adopter le même type de constitution en Allemagne, en Italie, au Japon, bref dans tous les pays qui avaient combattu l'Alliance anglo-américaine (la France pétainiste ayant fait partie du lot) : il s'agissait d'empêcher la mise en place

(Suite en page 2)

Quel futur pour les Palestiniens de Gaza ?

Les Palestiniens sont confrontés à leur extermination systématique, voulue et organisée par Israël avec le consentement et le soutien de tous les impérialistes, à commencer par les très démocratiques États-Unis d'Amérique et les États européens.

Après des décennies de tentatives infructueuses pour constituer une nation et un État indépendant, à l'égal des autres et surtout d'Israël, il semble qu'il n'y ait pas d'issue ; mais une issue existe, et c'est la voie historique de la reprise de la lutte de classe du prolétariat non seulement dans les pays du Moyen-Orient, mais surtout dans les pays capitalistes avancés dans la perspective de la révolution prolétarienne et communiste internationale, en Europe, en Amérique, en Russie, en Extrême-Orient, en Chine et au Japon ; une lutte de classe qui ne manquera pas de frapper, de l'extérieur, même les pays où la collaboration de classe entre le prolétariat et la

bourgeoisie s'est si solidement ancrée au fil des décennies qu'elle semble inattaquable, comme en Israël.

Pour beaucoup, cette perspective peut sembler irréaliste, imaginaire et irréalisable, au même titre qu'un « réveil » des classes laborieuses des pays du Moyen-Orient.

La classe dominante bourgeoise a surmonté en plus de deux cents ans une série interminable de crises économiques, commerciales et financières, de luttes sociales et d'assauts du pouvoir par le prolétariat, et même une révolu-

(Suite en page 11)

Contre la guerre impérialiste Israël-Iran, guerre de classe anticapitaliste !

— Voir notre article en page 14 —

Instabilité politique et «aspirations démocratiques»

(Suite de la page 1)

d'un pouvoir exécutif fort risquant de s'opposer aux intérêts américains ou, à tout le moins, de gêner l'influence politique de Washington qui s'exerçait par l'intermédiaire des grands partis parlementaires vendus à l' « Oncle Sam » (Démocratie Chrétienne, Social-Démocratie, Conservateurs, etc.).

La guerre d'Algérie déboucha sur une crise politique avec la rébellion des militaires qui formèrent le 13 mai 1958 un « Comité de salut public » à Alger demandant le retour de de Gaulle au pouvoir. Craignant un véritable coup d'Etat et ne sachant comment s'y opposer, les autorités étatiques et les principaux partis se résignèrent à investir de Gaulle à la Présidence du Conseil. Les gaullistes élaborèrent alors une nouvelle constitution qui restreignait les pouvoirs du Parlement au profit de l'Exécutif, en syntonie avec les intérêts des grands groupes capitalistes, la Vème République nouvelle-née, tout en essayant de résoudre la question coloniale de la meilleure façon possible pour l'impérialisme français (création de la « communauté française »), voulait en finir avec le « régime des partis » qui permettait trop facilement aux lobbys de secteurs bourgeois retardataires ou peu productifs de peser sur les décisions politiques.

Cette constitution a globalement donné satisfaction à la classe dominante dans son ensemble (en dépit des oppositions critiquant le « pouvoir personnel », c'est-à-dire la prééminence des secteurs grands capitalistes), y compris dans des périodes de fortes tensions sociales : le mécanisme électoral a joué en plein son rôle de défense de l'ordre établi. Toutefois la stabilité politique reposait en définitive pendant toute cette période sur l'existence de deux grandes forces politiques, de droite et de gauche, qui canalisait les aspirations des différentes couches sociales, et qui se succédaient alternativement au pouvoir. L'entrée du capitalisme dans une période économique difficile, marquée par des crises à répétition, une aggravation de la concurrence internationale, l'abandon de secteurs économiques devenus trop peu rentables, la délocalisation de nombre d'entreprises, etc., entraîna inévitablement une dégradation, organisée y compris par les divers gouvernements, des conditions de vie et de travail des prolétaires, mais aussi de larges couches petites bourgeoises; cela ne pouvait pas ne pas entraîner une usure des partis traditionnels : c'est un phénomène qu'on a observé dans tous les pays et qui ne peut être résolu par des changements constitutionnels.

En France l'usure accentuée des piliers traditionnels du système politique (Parti Socialiste, Parti Les Républicains) a donné naissance au macronisme, une force politique centriste associant « *en même temps* » des politiciens bourgeois « *et de gauche et de droite* ». L'usure inévitable du macronisme, qui n'a pas réussi à s'implanter durablement et à se structurer politiquement, tend à déboucher sur la reconstitution d'un duo droite - gauche qui a servi pendant toutes les dernières décennies à la stabilité de l'ordre établi : d'un côté un bloc de droite autour du Rassemblement National, et de l'autre d'un bloc de gauche autour de LFI. La différence est qu'en raison de la situation du capitalisme, le bloc autour du RN est beaucoup plus agressivement anti-prolétarien que la droite d'autrefois (qui pouvait se permettre de redistribuer des miettes) et que le bloc autour de LFI est beaucoup plus faible que les anciens réformistes (PCF puis PS) dont la force reposait sur leur capacité de gérer cette redistribution : il est donc moins capable de contenir ou de détourner les poussées de lutte. Des modifications constitutionnelles pourraient éventuellement fluidifier le fonctionnement du cirque parlementaire, elles ne changeraient pas l'accentuation prononcée des politiques anti-prolétaires dictées par les besoins du capitalisme; elles pourraient cependant redonner un peu de la crédibilité perdue aux institutions démocratiques : c'est le sens des propositions qui fleurissent pour résoudre la « crise de la démocratie », c'est-à-dire la défiance envers les institutions qui constitue une menace potentielle pour l'ordre établi.

Des organisations qui se disent « révolutionnaires » ont repris ce thème. Le NPA-Anticapitaliste a publié sous la signature de Besancenot ses propositions (1). Selon lui il faut s'inspirer de la constitution de 1793, la « constitution la plus démocratique que la France ait jamais eue » : c'est « *une proposition d'ensemble qui se situe aux antipodes du fonctionnement présidentiel. La souveraineté politique y est en effet consacrée tout entière au peuple et repose sur un régime d'assemblée, reliées entre elles par le fil d'une logique démocratique ascendante* ». Contre l'ancien régime aristocratique qui unissait **toutes** les couches du *peuple*, cette constitution était éminemment révolutionnaire – **dans le cadre de la révolution bourgeoise**. Elle se fondait sur une « déclaration des droits de l'homme » qui citait le droit de propriété comme l'un des droits fondamentaux et qui excluait la moitié de la population – les femmes. Le modèle n'est

donc pas très bien choisi !

Mais le NPA-A n'y veut voir que le refus du présidentielisme. En effet il existerait d'après lui un risque que la crise politique actuelle incite les classes dominantes à promouvoir un régime autoritaire pour succéder à la Vème République. Pour s'opposer à cette menace, il faut « *extraire de notre démocratie la fonction monarchiste inhérente au présidentielisme, ce règne sans partage du président sur la vie politique* » : plus de président et « *notre* » démocratie redeviendra vraiment démocratique, la vie politique sera vraiment libre, sans craindre l'autoritarisme !!! Nous n'allons pas infliger au lecteur les détails de l'argumentation qui se conclue par l'éternelle revendication trotskyste d'une *assemblée constituante*; à la différence près qu'elle n'est plus présentée comme un pas vers la révolution (restons démocrates !), mais comme une « *expérience grandeur nature pour qu'une collectivité humaine solidaire s'exprime en actes et qu'elle libère les germes d'égalités nouvelles qui sommeillent dans les flancs de la vieille société* ». Amen...

« RÉVOLUTION PERMANENTE », LES REVENDICATIONS DÉMOCRATIQUES, TROTSKY, GRAMSCI ET BORDIGA

« Révolution Permanente » trouve cet écœurant brouet social-démocrate « *nettement plus radical* » que le projet de VI République de LFI; mais elle lui reproche une stratégie électorale qui « *n'est pas à la hauteur de l'enjeu* » (2). En mars dernier RP a ainsi lancé « *une campagne contre la Vème république* » sur le thème : « *Contre Macron et la Ve République, il faut une réponse démocratique radicale par en bas* » (3). Car « *en l'absence de réponse sérieuse aux aspirations démocratiques des travailleurs et des classes populaires, la démoralisation et le dégoût de la politique institutionnelle finissent par alimenter l'aspiration à des réponses césaristes* ». Les travailleurs seraient donc mus par des aspirations démocratiques qui, si elles n'étaient pas satisfaites se transformeraient en leur contraire !

Selon RP les masses devraient « *prendre à bras le corps les questions démocratiques* » : la solution est une « *grève générale politique qui lutte pour la démission de Macron, contre la Vème République et pour un programme ouvrier face à la crise* ». Bien sûr RP assure que tout en mettant « *toute son énergie* » dans ce combat, elle ne cessera pas d'afficher que son but est d'exproprier les capitalistes par une révolution ouvrière.

Et elle va chercher la justification de l'utilisation des mots d'ordre démocratiques radicaux chez Gramsci, plus particulièrement dans ses Thèses de Lyon

qui sont un « outil contre la tendance gauchiste d'Amadeo Bordiga » (4) : « un aspect essentiel du combat politique de Gramsci contre les tendances gauchistes du communisme italien est le développement du programme démocratique radical ». Notamment la revendication de l'Assemblée constituante, « la défense de la démocratie bourgeoise contre les attaques de la bourgeoisie, dans la continuité du front unique ». RP multiplie les citations de Trotsky pour prouver son accord avec ces Thèses, mais elle « oublie » de dire que Trotsky jugeait en 1929 que les Thèses présentées à Lyon contre celles de Gramsci par le « gauchiste » Bordiga étaient « l'un des meilleurs documents émanant de l'opposition internationale et que sous de nombreux aspects elle conserve aujourd'hui toute son importance ». (5). Malheureusement Trotsky se mettra lui aussi quelques années plus tard à préconiser la défense « tactique » de la démocratie bourgeoise et du parlement (Allemagne...) rejoignant en partie les positions de Gramsci et de l'Internationale stalinisée : les résultats de cet abandon des positions de classe seront

désastreux, ne faisant que renforcer la profondeur de la défaite prolétarienne.

Il ne faut pas oublier que ce congrès de Lyon a toujours été considéré, avec raison, par le mouvement stalinien et post-stalinien comme la naissance du parti communiste en tant que véritable **parti démocratique national** italien. En se revendiquant ainsi de Gramsci, la trotskyste RP démontre sur le plan théorique sa proximité réelle avec le mouvement stalinien, derrière ses proclamations révolutionnaires. Sur le plan pratique ses perspectives démocratiques comme celles du NPA-A, ne sont rien d'autre qu'une diversion, une impasse pour les luttes ouvrières. Il n'est pas inutile de rappeler que lors de la grève générale de mai-juin 1968, une partie de la gauche, croyant à une vacance du pouvoir après le rejet des accords de Matignon, esquissait l'éventualité d'un gouvernement provisoire pour empêcher que le mouvement devienne incontrôlable...

Les prolétaires sont poussés à la lutte non par des aspirations démocratiques, mais par le besoin de se défendre contre les attaques capitalistes et bour-

geoises. La perspective que doivent en permanence défendre les communistes véritables n'est pas celle de réformes démocratiques, même radicales, de l'Etat bourgeois, mais celle de la **lutte frontale** contre lui, dans la perspective de la révolution instaurant le pouvoir dictatorial du prolétariat.

(1) cf. O. Besancenot, « En finir avec les présidents », Seuil.

(2) <https://www.revolutionpermanente.fr/En-finir-avec-les-presidents-discussion-avec-Olivier-Besanconot>

(3) <https://www.revolutionpermanente.fr/Contre-Macron-et-la-Ve-Republique-il-faut-une-reponse-democratique-radical-par-en-bas>

(4) <https://www.revolutionpermanente.fr/Trotsky-Gramsci-et-les-mots-d-ordre-democratiques-radicaux>. Ces thèses ont été adoptées lors du troisième congrès du parti qui s'est tenu en janvier 1926 dans cette ville à cause de la dictature fasciste en Italie, contre les thèses présentées par Bordiga.

(5) https://www.marxists.org/fran/cais/trotsky/oeuvres/1929/09/lt192_90925.htm

Encore un crime policier à Bruxelles

Lundi 2 juin une voiture de police a renversé et tué Fabian, à quelques jours de son douzième anniversaire. Son crime: rouler en trottinette dans le parc Elisabeth à Ganshoren (commune de l'Ouest de l'agglomération bruxelloise), alors que l'âge légal pour conduire ces engins est de 16 ans.

Les premières informations officielles parlaient d'un « délinquant » en fuite, écrasé accidentellement à l'issue d'une course-poursuite. Mais d'après les témoignages des personnes présentes, il n'y a pas eu réellement de course poursuite. Fabian qui essayait la trottinette de son grand frère, a voulu éviter un contrôle policier en passant sur le gazon lorsqu'il a été percuté par la voiture de police qui l'avait suivie à vive allure sur la pelouse. La policière qui accompagnait le conducteur a menacé les témoins qui prenaient des photos; dans une vidéo on entend un policier justifier les faits en disant: « *Quand vos jeunes roulent sur les trottoirs et tuent des petites vieilles sur le trottoir on ne dit rien* ».

En réalité, il ne s'agit pas d'un malheureux accident, mais d'un **crime**, et il s'inscrit dans toute une série: sans remonter plus loin, il y a moins d'un mois **Christophe Amine** est mort après avoir été renversé lors d'une course poursuivie **Blaes** à Bruxelles.

Depuis plus de 8 ans les habitants du quartier se plaignent de la conduite dangereuse des voitures de police dans

le parc; la situation n'a fait qu'empirer depuis que le parc a été désigné comme « hotspot » en février 2025 par le Conseil régional de Sécurité de Bruxelles, dans le cadre de sa « guerre contre la drogue ». Cela se traduit, dans les zones susceptibles d'accueillir des trafics, par une présence et des interventions policières fréquentes qui font peser une menace directe sur les habitants considérés plus ou moins comme suspects. Par ailleurs chacun sait que les violences policières envers les jeunes, surtout s'ils sont d'origine immigrée, sont une constante. Les habitants de la Commune de Jette, où habitait Fabian, ont ainsi récemment protesté (au mois d'avril) contre le harcèlement policier envers les jeunes.

L'ordre bourgeois est caractérisé par l'exploitation d'une grande masse de la population, c'est-à-dire par une **violence sociale** qui se traduit par des inégalités croissantes et des oppressions multiples. Un tel système ne peut être défendu que par des « forces de l'ordre », par une police, qui entretiennent un climat d'intimidation et de crainte parmi la population par la menace permanente du recours à la violence. Les crimes policiers ne sont pas des accidents, des « bavures » causées par des « brebis galeuses », ils sont la **conséquence** inévitable, nécessaire, du rôle de la police au service de ce système. C'est pourquoi ils ne pourront jamais être évités par de « bonnes lois » comme le préconisent les bonnes âmes, les démocrates bourgeois

qui cherchent avant tout à calmer la colère contre ces crimes; et d'ailleurs à chaque fois on constate que les règlements ou les lois ne sont pas respectés, sans que cela entraîne des sanctions contre les policiers. Tant que le capitalisme régnera, les violences et les crimes policiers ne disparaîtront pas – pas plus que ne disparaîtront l'exploitation, les oppressions, le racisme et les guerres.

Pour que demain, il n'y ait plus de famille pleurant son enfant, il faudra que le capitalisme ait disparu, renversé par la révolution des prolétaires, des exploités et des opprimés.

7/06/2025

«Le marxisme et la Chine»

Brochure n° 12, Editions Programme, «Textes du parti communiste international», Octobre 2024, format A4, 84 pages, Prix : 8 €, 12 CHF

Table des matières

- Introduction
- Particularités de l'évolution historique chinoise («programme communiste»; n° 7; 1959)
- Le mouvement social en Chine («programme communiste»; n° 27, 28, 30, 31, 33, 35, 37; 1964 à 1966) :
 - I. Théorie et principes
 - II. Révolution et contre-révolution : 1924 – 1927
 - III. La question agraire : genèse du «socialisme» chinois
 - IV. La question nationale
 - V. Le développement du capitalisme chinois et la domination impérialiste

Espagne: À propos de la « grève générale » à Valence le 29 mai

La grève est une arme de lutte de la classe prolétarienne, pas un slogan publicitaire pour la politique parlementaire

Le 29 mai, dans la Communauté valencienne, les syndicats CGT, CNT et COS ont appelé à une « grève générale » exigeant la démission du président de la Generalitat, Carlos Manzón, pour son action lors des inondations d'octobre dernier et pour la politique de reconstruction menée au cours des mois suivants.

Cet appel ne peut en aucun cas être interprété comme une tentative de mobilisation réelle du prolétariat valencien. Tout d'abord, parce que le lancement même de l'appel à la grève, limité à la seule Communauté valencienne – comme si le reste de la classe ouvrière ne pouvait s'intéresser à ce qui se passe et ne suivre respectueusement que la politique provinciale et chauvine des divisions bourgeoises même au sein d'un même pays – a un objectif purement sensationnaliste : perpétuer l'idée d'une « tragédie valencienne », d'un événement singulier et isolé sans grande importance pour le reste du prolétariat.

Deuxièmement, parce qu'il est évident qu'aucune des trois organisations à l'origine de l'appel n'a la force suffisante pour mettre en œuvre une mobilisation de ce type, même si elle est limitée aux frontières de la Communauté autonome de Valence. En effet, personne n'a le moindre espoir que leur appel ait un quelconque impact, au-delà des délégués syndicaux et de quelques sympathisants plus ou moins proches. Une fois de plus, elles comptent sur l'impact médiatique non pas pour faire réellement grève, mais pour gagner quelques minutes dans les journaux télévisés et présenter leur journée comme un succès.

Enfin, parce que même les sections syndicales de ces organisations n'envisagent pas l'utilisation de la force pour imposer la grève. Pour la CGT, la CNT et la COS, il s'agit d'un acte symbolique, et non d'un appel à la lutte, et elles ne tenteront pas de dépasser les limites de leur appel formel.

Cette « grève » s'ajoute à la longue série de celles qui ont été appelées dans le seul but de faire un peu de bruit dans les médias, entraînant des secteurs sociaux non prolétariens (comme les étudiants universitaires, principalement) toujours susceptibles de participer à ces mobilisations et en donnant à leurs organisateurs cette patine de radicalité que leur permet leur distanciation des gran-

des organisations CC. OO. et UGT : les « grèves féministes » du 8 mars, la « grève pour la Palestine » de septembre dernier... sont les exemples qui précèdent cette dernière aberration.

Les inondations qui ont ravagé le sud de Valence l'automne dernier, ont été l'une des pires catastrophes de l'histoire récente de l'Espagne. Mais ce n'était pas une « tragédie », ce n'était pas quelque chose d'inévitable auquel on ne pouvait échapper... Depuis des centaines d'années, on connaît la force des crues dans la région, l'importance des phénomènes météorologiques comme la *goutte froide* et les conséquences que la construction incontrôlée de maisons, de complexes résidentiels, etc., ainsi que l'asphaltage d'avenues à l'endroit des lits de rivière (les *ramblas*) ou la prolifération d'un immense parc automobile ont amplifié les effets désastreux de ces événements naturels. Les conditions météorologiques n'étaient pas responsables de ce qui s'est passé, mais pas plus individuellement les politiciens, les hauts fonctionnaires, etc. impliqués dans la gestion des événements : c'est la bourgeoisie dans son ensemble qui a créé dans le sud de Valence un véritable piège mortel pour les prolétaires entassés dans les villages de la région et qui, lorsque l'inondation est arrivée, a obligé tous les travailleurs à maintenir leur rythme de travail normal. Manzón, son gouvernement, l'opposition et tous les acteurs sociaux qui ont contribué (et contribuent encore) à retarder l'alerte ou à retarder la reconstruction sont coupables en tant que membres de cette classe bourgeoise qui est criminelle dans son ensemble et dans laquelle on ne peut différencier de groupes, de factions ou d'individus plus responsables ou plus meurtriers que les autres.

La CGT, la CNT et le COS ont pour objectif déclaré de promouvoir un changement de gouvernement dans la Communauté valencienne, en cherchant à le faire passer des mains de Manzón et du Parti populaire à une sorte de large coalition incluant le PSOE et les partis de la gauche parlementaire, comme Compromís. Ils veulent donc un changement de visage qui allège la pression, donnant l'impression que de nouveaux dirigeants, plus à gauche, suffiront à amé-

liorer les terribles conditions de vie dont souffrent les habitants (principalement des ouvriers) des zones dévastées.

Aujourd'hui, nous savons que c'est après les inondations du 29 octobre, après la destruction et le chaos causés par le débordement des cours d'eau qui traversaient les villages de la région, que le véritable cauchemar a commencé pour leurs habitants. Les gouvernements locaux et nationaux les ont laissés isolés, laissant mourir les agonisants, les infections se propager, et ainsi de suite, afin de s'assurer, avant d'intervenir, de pouvoir contrôler le danger social que représentait une catastrophe de cette ampleur. Seuls des bénévoles, des milliers de personnes venues de Valence et d'autres villes, sont allés aider les habitants qui vivaient dans une véritable zone de guerre. Car, rappelons-le, alors qu'à Païporta, de nombreuses personnes luttèrent pour échapper au mélange de boue et de déchets toxiques qui inondait le village, à quelques kilomètres de là, à Valence, la vie continuait normalement ! Alors que dans des villages comme Benetusser, l'eau potable et les denrées alimentaires de base manquaient, à Valence, les supermarchés continuaient à faire des affaires comme d'habitude. La police était occupée à contrôler les bénévoles au lieu de secourir les blessés.

La seule réponse valable que la classe prolétarienne aurait dû donner à ce moment-là aurait été d'appeler immédiatement à une grève générale à durée indéterminée, afin de contraindre la bourgeoisie à prendre en charge, par tous les moyens à sa disposition, le secours immédiat des victimes. Mais, de toute évidence, les grandes et petites organisations syndicales, dont la CGT, la CNT et la COS, ont préféré maintenir leur po-

El Proletario

Órgano del partido comunista
internacional
No 34 / Marzo de 2024

- Los Estados Unidos de Trump amenazan al mundo
- Algunas cuestiones fundamentales sobre el problema de la vivienda
- Ucrania: un trago amargo para los imperialistas europeos, un plato sabroso para los imperialistas estadounidenses y rusos con China mirando...
- ¿Por qué nos llamamos PARTIDO COMUNISTA INTERNACIONAL?
- Nota de lectura. Dos biografías de Bordiga, dos.
- Los líderes burgueses se preparan para la guerra, ¡Preparémonos para la guerra de clases!

Precio del ejemplar: Europa : 1,5 €, 3 CHF; América latina: US \$ 1,5; USA y CAN: US \$ 2.

litique habituelle de paix sociale à tout prix et maintenir les travailleurs chez eux. Elles se sont contentées de promouvoir cette version humanitaire mais tout autant pernicieuse de la collaboration de classe que représentaient les colonnes de volontaires. En orientant vers elles les prolétaires qui ressentaient le besoin de solidarité de classe pour faire le travail que la bourgeoisie refusait de faire, elles consommaient les meilleures forces du moment. Alors que Valence fonctionnait à plein régime, les jeunes faisaient tout leur possible pour apporter leur aide, l'armée campait à la périphérie de la zone, plus préoccupée par son rôle de gardienne de l'ordre que par celui d'intervenir en faveur de la population.

La grève est une arme de lutte de la classe prolétarienne. C'est l'une des méthodes les plus élémentaires, mais aussi l'une des plus efficaces. Elle permet de frapper directement les poches des patrons, de nuire à des secteurs entiers de la bourgeoisie et d'imposer ses revendications. Mais pour qu'il en soit

ainsi, il faut qu'elle soit orientée vers la réalisation de revendications réellement classistes, visant à défendre les conditions de vie et de lutte de la classe ouvrière. Les « grèves » comme celle à laquelle nous assisterons le 29 mai prochain sont un outil supplémentaire pour favoriser la collaboration de classe, pour présenter un intérêt commun entre le prolétariat et les secteurs progressistes de la bourgeoisie. Elles servent à éduquer le prolétariat à la défense d'un faux intérêt commun avec la classe dominante et à la croyance que les moyens parlementaires et démocratiques sont les seuls sur lesquels il peut se fier pour obtenir une amélioration de son existence.

Les conditions de vie de la classe ouvrière dans les zones touchées par les inondations ont été durement affectées. Aux milliers de licenciements, au travail au noir, etc., s'ajoutent les difficultés les plus élémentaires de la vie, comme se procurer régulièrement de la nourriture ou de l'eau, ou le fait que des centaines d'enfants ne peuvent

toujours pas aller à l'école normalement, qu'il n'y a pas de centres de santé fonctionnels, etc.

La responsable de cette situation est la classe bourgeoise qui, incapable de faire autre chose que d'amplifier les catastrophes naturelles en les transformant en véritables drames sociaux, a toujours les yeux rivés sur les affaires que représentera la reconstruction et non sur l'aide aux personnes dans le besoin. Mais elle n'est pas la seule responsable. Ses alliés, ses agents qui imposent leurs revendications et leurs slogans à la classe prolétarienne, qui s'efforcent de détourner la colère et l'élan de lutte et de solidarité face à ces situations vers des revendications de « changement de gouvernement » ou vers des questions parlementaires, sont tout aussi coupables. Contre les deux, contre la bourgeoisie et ses partenaires, la classe prolétarienne doit s'insurger si elle veut mettre fin à la véritable catastrophe qui gouverne le monde : le capitalisme.

26/5/2025

Ukraine: pilule amère pour les impérialismes européens, bonnes affaires pour les impérialismes américains et russes, que les Chinois ne font que regarder...

La perspective d'un accord américano-russe sur la « question ukrainienne », dans l'air depuis la campagne électorale de Trump, s'est ouverte moins d'un mois après l'entrée en fonction de ce dernier à la Maison Blanche, démontrant une fois de plus que seul l'accord ou le désaccord entre Washington et Moscou est décisif pour prolonger cette guerre ou y mettre fin.

RAPPEL DES ÉPISODES PRÉCÉDENTS

Il y a trois ans, l'intervention militaire de la Russie en Ukraine visait à mettre fin à une période où l'Ukraine se préparait à intégrer non seulement l'Union européenne, mais surtout l'OTAN. En stoppant ce processus d'intégration de l'Ukraine dans les forces militaires de l'Atlantique Nord, l'impérialisme russe posait aux impérialistes américains et européens la question de savoir s'il fallait aller jusqu'à une confrontation militaire directe avec la Russie en soutenant l'Ukraine de Zelensky, ou s'il fallait s'abstenir d'encercler Moscou presque jusqu'à ses frontières. Que les États-Unis et l'Europe n'aient pas l'intention d'affronter militairement la Russie –

dont ils connaissent parfaitement les forces nucléaires –, c'était clair dès le début; mais l'objectif d'affaiblir la Russie économiquement et donc politiquement était jugé réalisable par d'autres moyens; par exemple, par des sanctions économiques qui furent imposées dès que les chars russes eurent franchi la frontière, et par un soutien financier et militaire à l'Ukraine dans la guerre qui se préparait depuis l'annexion de la Crimée par la Russie en 2014. Le problème était de persuader les Ukrainiens d'entrer en guerre contre les Russes, non seulement sur le terrain politique et électoral (comme en témoignent les manifestations de l'« Euromaïdan » de l'hiver 2013-2014, puis l'arrivée au pouvoir de Zelensky en 2019), mais aussi sur le terrain militaire, en déployant leurs propres soldats, leur propre force de travail prolétarienne, leur propre population pour défendre les « valeurs occidentales » et les intérêts euro-américains. Après le premier mois de guerre, début avril 2022, les généraux ukrainiens réalisèrent à quel point les forces armées russes déployées sur le terrain étaient difficiles à arrêter et que l'avenir immédiat pouvait être catastrophique non seulement et pas tant pour la popula-

tion du Donbas, mais pour l'ensemble de l'Ukraine; ils poussèrent donc le gouvernement Zelensky à chercher un compromis avec Moscou pour sauver le pays des conséquences désastreuses d'une guerre prolongée. De son côté, la Russie continuait à prétendre que la guerre n'était qu'une « opération militaire spéciale » pour défendre les populations russophones du Donbas et de Crimée qui, malgré les accords de Minsk soutenus par Merkel et Hollande, faisaient l'objet de discriminations et de violences de la part du gouvernement ukrainien.

Selon les médias internationaux, l'intervention immédiate du Britannique Boris Johnson, également au nom de Biden, pour empêcher Zelensky de conclure un accord avec Poutine pour mettre fin à son « opération militaire spéciale » fut couronnée de succès: il s'était vu garantir un soutien économique, financier et militaire complet (comme s'il était membre de l'OTAN), bien que sans intervention directe des troupes de l'OTAN. Convaincu par ces promesses, Zelensky n'a cessé de répéter pendant trois ans de guerre le slogan « jusqu'à la victoire » que les politiciens européens ont reprises presque jusqu'au bout. Vinrent en effet les élections américaines et Trump après avoir regagné la Maison Blanche, fit voler en éclats tous les plans et les perspectives orchestrés par l'administration précédente pour... mettre la Russie à genoux.

Entre-temps, les États qui depuis novembre 2022 s'étaient activement engagés dans la formulation de « plans de

(Suite en page 6)

Ukraine ...

(Suite de la page 5)

paix» (en commençant par l'Ukraine de Zelensky lui-même, supervisé par Biden, puis l'Indonésie, la Chine, le Brésil, l'Afrique du Sud, etc.), avec leur rhétorique verbale ne servant qu'à tromper «l'opinion publique», ont fait la démonstration qu'ils occultaient la réalité du conflit guerrier, où des intérêts beaucoup plus larges et «plus importants» étaient en jeu. Ces intérêts touchent à l'arrangement futur des puissances impérialistes face à un conflit guerrier beaucoup plus intense et «décisif» pour le nouvel ordre mondial, vers lequel toutes les principales puissances impérialistes du monde, surtout les États-Unis et la Chine, se dirigent inévitablement. Le cadre dans lequel se jouera le nouvel ordre mondial impérialiste ne dépendra certainement pas de l'Ukraine de Zelensky: elle redeviendra – comme cela a été le cas depuis son indépendance en 1991 – l'un des nombreux pions sur l'échiquier européen, même si, au cours de ces trois années de guerre, elle a joué contre son gré le rôle de pomme de discorde dans les relations américano-russes, en croyant qu'elle faisait pencher la balance d'un côté ou de l'autre.

Aujourd'hui, il est plus clair que jamais – mais nous l'avions déjà anticipé dans nos articles – que les États-Unis continuent de traiter l'Europe non pas comme un allié mais comme un subordonné à utiliser dans toutes les occasions (paix et guerre); et qu'ils cherchent toutes sortes de moyens pour arracher la Russie à son alliance avec la Chine et en faire son propre «allié» (comme ils l'ont été pendant et après la Seconde Guerre mondiale avec leur domination conjointe sur l'Europe); et qu'ils consacrent leurs plans – économiques, financiers, politiques et militaires – au renforcement de leur position dans une probable guerre mondiale avec la Chine, la puissance impérialiste qu'ils craignent vraiment. Par sa brutalité et son mépris vis-à-vis de ses amis comme de ses ennemis, Trump révèle en fait quels sont les enjeux décisifs du futur pour l'impérialisme américain: entraîner la Russie à ses côtés pour couvrir le front de guerre européen, c'est pouvoir consacrer l'essentiel de ses forces à la lutte contre l'expansionnisme chinois dans le Pacifique et jusqu'en Amérique latine et dans l'océan Indien.

Peu importe pour Washington que les intérêts de l'impérialisme européen soient foulés aux pieds par ce plan: ces intérêts ont été bafoués depuis longtemps; dans l'après-guerre avec la Reconstruction et le Plan Marshall, l'OTAN, la division de l'Europe – et en particulier de l'Allemagne – en un Occi-

dent dirigé par les États-Unis et un Orient par la Russie; aujourd'hui par le retrait du fameux parapluie militaire et nucléaire des membres européens de l'OTAN après les avoir laissés épuisés et affaiblis par leur soutien financier et militaire à l'Ukraine dans une guerre qui, si l'issue était favorable à l'Occident, serait une victoire avant tout pour les Américains et inversement, si l'issue était favorable à la Russie serait une défaite virtuelle pour l'Union européenne. Dans tous les cas, ce sera une double «victoire» pour Washington.

Pourquoi une double victoire?

Parce que les nombreux trains de sanctions ont davantage nui aux économies européennes qu'à celle de la Russie (et pas seulement les prix beaucoup plus élevés du gaz naturel qui ne passe plus par les gazoducs russes); ils ont représenté un avantage incontournable pour les exportations américaines, comme le gaz naturel liquéfié, auquel l'Europe a dû recourir pour ne pas bloquer sa production; ce n'est pas la première fois que les États-Unis utilisent l'arme de la pénurie de carburant en Europe pour forcer sa dépendance vis-à-vis d'eux (1). Pendant ce temps les livraisons d'armes à l'Ukraine ont vidé les arsenaux européens et forcé les pays de l'UE à dépendre encore plus de l'industrie américaine de l'armement pour reconstituer leurs propres armements, ce qui a fourni à Washington un nouveau outil de chantage obligeant les Européens à s'épuiser à cause de leur réarmement. En cessant largement de couvrir le financement de l'OTAN, les États-Unis obligent les pays européens à augmenter substantiellement la part de leur PIB allouée à l'OTAN, qui reste solidement entre leurs mains et en même temps ils poussent les différents gouvernements à réduire les budgets sociaux de façon à pouvoir consacrer des centaines de milliards à l'armement.

Tout cela représente un tournant de la guerre Russie-Ukraine entièrement en faveur des États-Unis et partiellement en faveur de la Russie, au détriment des intérêts européens, un tournant dont les conséquences affectent l'UE sans que celle-ci ait la moindre possibilité d'en modifier le cours. L'Union Européenne est une association d'États concurrents qui, bien qu'ils aient trouvé dans l'euro et le «marché commun» un certain nombre de facilités pour le commerce intérieur et la circulation des capitaux, n'ont pas une politique unique, une force militaire unique, et encore moins une structure économique unique; une association qui aspire à être reconnue comme un État centralisé unique, ce qu'elle n'est pas et ne sera jamais. Les rapports de pouvoir entre les États qui se sont développées au cours de l'évolution historique du capitalisme en Europe et dans le monde ne

peuvent pas être transformés par des accords économiques ou diplomatiques, mais seulement par des confrontations économiques et militaires.

Historiquement, le capitalisme s'est développé de manière inégale selon les différents pays et régions du monde. Cela ne signifie pas que les pays économiquement arriérés du début du 20^e siècle soient condamnés à le rester à jamais; en créant de nouveaux marchés et en exploitant de manière plus approfondie les anciens, le capitalisme se développe même là où il était auparavant presque inexistant ou présent sous des formes très arriérées. Avec le développement de l'économie capitaliste, une classe prolétarienne se crée et grandit, une force de travail arrachée à l'arriération de la vie rurale et forcée à être utilisée dans les usines non seulement du capital national, mais aussi d'autres pays. De même que le capital circule dans le monde entier, la force de travail de toute nationalité circule dans le monde entier; et elle constitue, par sa lutte, l'un des problèmes historiques les plus pressants que la bourgeoisie a dû, doit et devra affronter.

L'échec de la révolution prolétarienne internationale qui, sur la vague de la révolution bolchevique victorieuse de 1917, aurait pu (et pourra un jour) briser le système économique capitaliste et ses myriades de contradictions et d'inégalités, a permis à certains pays tels que la Chine, l'Inde, l'Indonésie, le Brésil, etc. (densément peuplés, dotés d'une importante main-d'œuvre, riches en ressources minérales et naturelles, et poussés par le même besoin que les économies plus avancées de développer leurs marchés et leurs mécanismes de production) de parvenir à une croissance sous l'égide du capitalisme moderne typique, et de tendre vers l'impérialisme. C'est pourquoi non seulement les anciennes et les nouvelles puissances impérialistes s'affrontent inévitablement sur un marché mondial qui ne garantit jamais un débouché complet de toutes les marchandises produites et de tout le capital accumulé.

Plus le capitalisme se développe, plus ses contradictions se développent et s'aiguisent; plus le capital se concentre, créant des monopoles de plus en plus gigantesques, plus s'accumulent les facteurs de confrontation internationale. Le marché mondial devient à un certain point trop petit, limité, les marchandises et les capitaux ne trouvent plus à s'écouler, les crises économiques deviennent la norme, la guerre et ses destructions deviennent l'issue, et plus les destructions sont importantes, plus la reconstruction est une bénédiction pour les capitalistes les plus forts et les mieux équipés. Les nationalismes, la souveraineté territoriale, les régimes démocratiques, la liberté de commerce

et d'entreprise, la libre circulation des capitaux et des personnes, l'État de droit, tout cela se heurte soudain à la dure réalité de la dictature du capitalisme: seules comptent la force et la violence, et qu'y a-t-il de plus fort et de plus violent que la guerre?

Quand les accords diplomatiques et commerciaux échouent, le chantage et la force militaire entrent en jeu. C'est précisément ce qui s'est passé avec la deuxième guerre mondiale et qui a abouti à une situation où l'Europe a pu produire, commercer et exploiter la main-d'œuvre salariée nationale et immigrée sans bouleversements économiques et sociaux extraordinaires. Mais après la crise générale de 1973-1975 et, surtout, après l'effondrement de l'URSS en 1989-1991, la situation s'est modifiée: les relations interétatiques ont changé et préparé le terrain pour les politiques étrangères des différents États qui, dans le cœur historique du capitalisme qu'est l'Europe, se transforment à nouveau inexorablement en actes de guerre.

...ET SURTOUT AU COURS DES 30 DERNIÈRES ANNÉES

L'effondrement de l'URSS, la réunification de l'Allemagne et la guerre en Yougoslavie dans les années 1990 ont définitivement rompu la paix commerciale en Europe; cette paix était «garantie» en un sens par la domination conjointe russo-américaine sur l'Europe après la deuxième guerre mondiale et par le très fort déclin de la lutte de classe prolétarienne causé par la contre-révolution stalinienne qui a complètement assujéti le prolétariat en Europe et partout aux intérêts du capitalisme. Dans le reste du monde, parallèlement au développement économique du capitalisme dans de vastes régions autrefois arriérées, de fortes contradictions inter-impérialistes sont réapparues, les anciennes puissances coloniales d'Asie et d'Afrique étant en outre confrontées aux luttes anticoloniales. Mais il était inévitable qu'avec la reprise et l'expansion économiques après les énormes destructions de la Seconde Guerre mondiale, tous les éléments caractéristiques des contradictions économique-politiques et militaires entre anciennes et les nouvelles puissances impérialistes se reposeraient à nouveau dans le cadre international des relations de pouvoir.

Les États-Unis ont été les vrais vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale; elle n'a pas touché leur sol mais elle leur a permis de dominer le monde par leur puissance industrielle, financière et militaire, et ils ont fait de tous les grands pays leurs débiteurs; ils ont cependant dû se rendre compte qu'à terme ils devraient faire face aux autres pôles impérialistes qui s'étaient entre-temps formés et développés au cours

des décennies, y compris avec l'aide du capital américain: en premier lieu une Allemagne réunifiée ravivée en Europe et le Japon, et la Chine lointaine en passe de devenir une superpuissance inarrêtable.

Au delà du mythe de la vieille Europe, ancienne maîtresse du monde, il n'en reste pas moins que des forces capitalistes de premier ordre sont concentrées en Europe; dans son espace continental, elle représente non seulement une force productive et financière d'une grande importance mondiale, mais aussi un marché pour tous les pays capitalistes, grands et petits, y compris extra-européens. La deuxième guerre mondiale a établi la suprématie incontestée des États-Unis dans la mesure où ils ont subordonné l'Europe occidentale à leurs intérêts spécifiques, qu'ils partageaient depuis longtemps avec la Russie en ce qui concerne la partie orientale de l'Europe. L'Atlantique est ainsi, en plus d'être l'océan qui sépare l'Amérique de l'Europe, un pont reliant les États-Unis et l'Europe occidentale dans une alliance non pas entre égaux, mais une alliance qui scelle la suprématie de Washington sur Londres, Paris, Berlin et Rome; une alliance également militaire, à travers l'OTAN, qui, après l'effondrement de l'URSS, s'est étendue jusqu'à Varsovie et s'est ensuite prolongée sur une sorte de longue bande allant d'Helsinki au sud jusqu'à Kiev et Odessa.

L'Ukraine, qui a obtenu son indépendance en août 1991, ne pouvait rester une terre neutre, ni au regard des intérêts stratégiques de Washington (et de Londres, son allié européen le plus fiable), ni au regard des intérêts économiques et politiques des puissances impérialistes européennes, et encore moins de Moscou.

La Russie s'est retrouvée encerclée en l'espace d'une vingtaine d'années: à l'ouest et dans l'Arctique par l'Europe dominée par les États-Unis; à l'est par la Chine, redevenue une «amie» mais une amie incertaine comme tous les «amis» impérialistes; à l'est par le Japon, ennemi historique et jusqu'à présent soumis à Washington; et de l'autre côté de l'océan Pacifique par les États-Unis; tandis qu'au sud elle a dû faire face, et doit encore faire face, à l'instabilité permanente du Proche et du Moyen-Orient à ses ex-républiques soviétiques du Caucase et d'Asie centrale, de plus en plus attirées par le marché européen et le dollar, et à l'Inde, autre géant asiatique, plus encline à négocier une alliance avec Washington, à qui elle peut confier la domination de l'océan Indien, qu'avec Pékin ou Moscou, avec qui elle est prête à commercer, mais avec qui il est peu probable qu'elle lie son destin dans une guerre mondiale.

L'Union européenne, sous l'impulsion de la France et de l'Allemagne, s'ef-

force depuis longtemps d'intégrer Kiev dans ses structures économiques et politiques, tentant ainsi de la protéger des tentatives, déclarées ou non, de la Russie d'en faire son territoire conquis. Les élections qui ont donné par deux fois la victoire à Ianoukovitch – peut-être le seul dirigeant ukrainien illusoirement équidistant à la fois de Moscou et de l'OTAN, mais présenté comme une marionnette entre les mains de la Russie – ont été attaquées par l'Union européenne avec les accusations habituelles de fraude et d'ingérence russe; cela a incité une certaine partie de la population à mener des activités antirusse, comme lors des manifestations de l'Euromaïdan de 2013-2014, dont les protagonistes comprenaient des groupes ultranationalistes d'extrême droite, responsables du massacre du 2 mai 2014 à Odessa lors d'une manifestation de soutien à Ianoukovitch.

Après la chute de Ianoukovitch en février 2014, Kiev a lancé une «guerre» de facto contre les populations ethniquement russes du Donbas et de la Crimée, à l'égard desquelles il a adopté une attitude de plus en plus discriminatoire;

(Suite en page 8)

« Il Comunista »

N° 186 Marzo-Aprile 2025
Nell'interno

- Guerra russo-ucraina. La pace imperialista è l'altra faccia della guerra imperialista.
- L'Italia sgonfiona aggiorna la sua «nuova politica» antiproletaria
- Striscia di Gaza: 365 kmq trasformati in un enorme cimitero
- Manifestazione pro-Palestina di Milano
- La lotta per l'emancipazione della donna può avere successo solo se parte integrante della lotta proletaria di classe contro il capitalismo
- Avviso ai naviganti... di internet e ai lettori della stampa cartacea
- Il disastro della funivia del Monte Faito a Castellammare di Stabia
- Il proletario N° 16 (Supplemento a «Il comunista»):

ooo Che cos'è il proletario? Che cosa deve diventare? ooo Rivendicazioni di classe, alla base dell'organizzazione indipendente dei proletari ooo Hanno sepolto il Primo Maggio nel pantano della collaborazione di classe! Può rinascere e tornare ad essere una giornata esclusivamente proletaria solo con la ripresa della lotta di classe! ooo Corrispondenza dal Canada. Lezioni da trarre dallo sciopero alle Poste Canadesi ooo Cinque morti e quattro feriti gravi in una miniera nelle Asturie. Il colpevole? E' il capitalismo!

Giornale bimestrale - Una copia 2 €, 5 CHF, £ 1,5 - Abbonamento annuo: 10 €, 25 CHF, £ 7,5 - Abbonamento annuo di sostegno: 20 €, 50 CHF, £ 15

E-mail: ilcomunista@pcint.org

Ukraine ...

(Suite de la page 7)

la Crimée a déclaré son annexion à la Russie lors d'un référendum tandis que les régions ethniquement russes de Donetsk et de Louhansk déclaraient leur indépendance en mai de la même année et se plaçaient sous le patronage de la Russie. Il était clair que seul Moscou reconnaîtrait l'annexion de la Crimée et qu'en temps voulu, seul Moscou reconnaîtrait également l'indépendance des deux régions du Donbas (officiellement en février 2022, quelques jours avant l'invasion militaire).

Pendant huit ans, depuis 2014, s'est déroulée ce que l'on appelle la guerre du Donbas, au cours de laquelle des membres pro-nazis du Bataillon Azov et d'autres groupes d'extrême droite, sous la protection de l'armée ukrainienne, se sont illustrés par des assassinats et des actions terroristes à l'encontre de la population civile russophone. Un affrontement militaire ne pouvait manquer d'éclater compte tenu des intérêts politiques et économiques contradictoires entre l'Ukraine, qui entendait se lier de plus en plus étroitement aux États-Unis et à l'Union européenne, et les régions ethniquement russes, la Crimée et le Donbas, qui entendaient défendre leur nationalisme et leur localisme sous les auspices de la Russie. La démocratie, la liberté, la souveraineté nationale sont des concepts derrière lesquels se sont toujours cachés les intérêts bourgeois de diverses factions cherchant à défendre et à étendre les limites du pouvoir et du marché; ils ont toujours été utilisés en Ukraine par divers oligarques milliardaires liés soit à Moscou, soit à Londres et à Washington.

La paix impérialiste en Europe qui a résulté de la Seconde Guerre mondiale a achevé son long cycle d'expansion économique financière à la fin du XXe siècle, avec le début d'un nouveau cycle de contradictions inter-impérialistes en Europe même. Si le XIXe siècle a été un siècle au cours duquel les contradictions entre les puissances capitalistes européennes se sont concentrées en Europe occidentale, le XXe siècle, en raison de leur intensification globale, a amené ces contradictions en Europe de l'Est. Après avoir assuré sa domination sur une Europe déjà incorporée à l'OTAN, l'impérialisme américain a inévitablement progressé vers l'Est, où il s'est heurté à l'impérialisme russe qui, depuis l'effondrement de l'URSS, a perdu un à un ses anciens satellites, jusqu'aux frontières de la Fédération de Russie.

Après l'intégration de la Hongrie, de la Pologne et de la République tchèque dans l'OTAN en 1999, de la Slovaquie,

de la Roumanie, de la Lituanie, de la Lettonie, de l'Estonie, de la Bulgarie et de la Slovénie en 2004, de la Croatie et de l'Albanie en 2009, et de petits États comme le Monténégro et la Macédoine du Nord en 2017 et 2020, que reste-t-il en dehors des griffes de l'OTAN en Europe de l'Est ? L'Ukraine, étant donné que la Biélorussie est liée à Moscou, et dans les Balkans, la Serbie, le Kosovo problématique et la Bosnie-Herzégovine tout aussi instable, perpétuellement en proie à des contradictions nationalistes et religieuses irréductibles.

En Ukraine en 2014, davantage qu'en Yougoslavie en 1999, le sort des politiques impérialistes russes et euro-américaines était en jeu. Moscou et Washington n'avaient guère d'alternative: soit l'Ukraine devait se détacher définitivement de l'emprise impérialiste de Moscou, ce à quoi des tentatives politiques telles que l'Euromaïdan ne pouvaient suffire – et n'ont d'ailleurs pas suffi; il fallait donc préparer la guerre contre Moscou; soit l'Ukraine elle-même, refusant de devenir un vassal de Washington et de Londres, aurait dû se réfugier précipitamment sous l'aile de Moscou en vertu de ses propres affinités linguistiques, culturelles, religieuses et historiques, ce qui aurait fourni une base solide pour construire une perspective d'avenir moins éprouvante. En fait il n'y avait pas d'autre choix: les impérialistes de Washington et de Moscou n'avaient aucunement l'intention de laisser le peuple ukrainien décider de son sort – et tant pis pour la démocratie et la souveraineté nationale...

LA GUERRE POUR LE PARTAGE DE L'UKRAINE

Une confrontation armée entre l'OTAN et la Fédération de Russie, c'est-à-dire entre les deux puissances nucléaires, n'était pas à l'ordre du jour; cela aurait déclenché la Troisième Guerre mondiale. Sans troupes de l'OTAN soutenant les troupes ukrainiennes pro-occidentales contre les troupes russes soutenant les milices ukrainiennes pro-russes, la guerre est restée confinée à l'Ukraine, mais quelle en était l'issue prévisible? D'une part, la partition de l'Ukraine, d'autre part, l'affaiblissement de l'Europe par les États-Unis, comme nous l'écrivions en janvier 2023 (2).

Vilipender l'ennemi et le présenter comme plus fort et plus agressif qu'il ne l'est en réalité est un stratagème de propagande utilisé par les gouvernements pour faire passer leurs politiques bellicistes pour un besoin vital de défense. Le fait même que, dans ce choc d'intérêts contradictoires, l'armée ukrainienne ait été utilisée comme le seul «adversaire» de l'armée russe par les impérialismes européens et américains, montrait dès le début que les intérêts qui auraient

nécessité la solution la plus radicale et la plus générale, à savoir une guerre mondiale, n'étaient pas en jeu. Comme nous l'avons expliqué à plusieurs reprises, les prolétaires russes et ukrainiens ont été mobilisés pour une guerre locale qui avait, de part et d'autre, un double objectif: pour l'impérialisme russe, renforcer par la force son contrôle sur la région de l'Ukraine – la Crimée et le Donbas – qui a toujours constitué un avant-poste stratégique sur la mer Noire, et mobiliser tout le pays derrière lui pour soutenir ses intérêts impérialistes; pour l'impérialisme européen, et dans une certaine mesure pour les États-Unis, encercler la Fédération de Russie y compris à partir du sud, et parallèlement, du côté de Washington, affaiblir l'Union européenne afin qu'elle devienne encore plus subordonnée aux intérêts globaux de l'impérialisme américain.

La conquête de l'ensemble de l'Ukraine ou de sa partie russophone était-elle une question de vie ou de mort pour l'impérialisme russe au point de risquer de provoquer une guerre mondiale?

Certainement pas; mais comme pour toute puissance impérialiste, la domination ou le contrôle d'un territoire économique stratégique – et l'Ukraine est un tel territoire – est un objectif important, et pour l'atteindre, surtout s'il est d'importance égale pour les impérialismes en lice, la force peut être utilisée quand les moyens politiques, économiques et de corruption ne suffisent pas.

La tactique que Washington et Londres semblent avoir choisie était de pousser la Russie à faire le premier pas, l'invasion de l'Ukraine, et de faire de l'armée ukrainienne, de ses bataillons nazis et de sa population de la chair à canon pour la défense des intérêts impérialistes occidentaux. Pour cela Washington et Londres devaient trouver un gouvernement à Kiev qui les suivrait et mettrait en œuvre leur stratégie; après plusieurs tentatives, ils l'ont trouvé dans le gouvernement de Zelensky qui est au pouvoir depuis 2019.

En trois ans, la guerre qui, selon les médias, aurait pu se terminer un mois ou deux après son début – comme il ressort des négociations entamées entre Zelenskyy et Poutine début avril 2022 après que de longues colonnes de chars russes se soient dirigées vers Kiev – a pourtant continué après les grandes promesses de Boris Johnson (au nom des États-Unis et de l'OTAN), spécialement dépêché à Kiev, d'un fort soutien économique, financier et militaire des pays de l'OTAN jusqu'à la victoire sur la Russie.

En résumé, quelle est la situation à ce jour?

Voici quelques chiffres. Sur le montant total d'environ 400 milliards d'euros destinés à l'Ukraine, les pays de l'UE

ont alloué 202,6 milliards d'euros, les États-Unis 119 milliards; les allocations financières les plus importantes sont: 27,2 milliards d'euros du Royaume-Uni, 15 milliards de la Norvège et 12,4 milliards du Canada. Sur les 202,6 milliards d'euros, 132,3 milliards ont été déboursés jusqu'à présent, provenant de l'UE, du Royaume-Uni, de la Norvège, de l'Islande et de la Suisse, tandis que les États-Unis ont déboursé 114,15 milliards d'euros (3). Comme nous l'avons dit, les pays européens ont vidé une grande partie de leurs arsenaux, non seulement d'armements anciens mais aussi d'armements à technologies avancées: cela les met en grande difficulté, d'autant plus que le nouveau président américain Trump a annoncé qu'il avait l'intention de réduire drastiquement les engagements financiers des États-Unis envers l'OTAN pour la «défense» de l'Europe et d'allouer la majeure partie de ses ressources financières à la lutte contre l'avancée impérialiste de la Chine, déplaçant ainsi le centre des différends inter-impérialistes de l'Atlantique vers l'Indo-Pacifique.

Mais un autre fait, d'un intérêt particulier pour les communistes révolutionnaires et les prolétaires, est la très grande quantité de sang versé dans cette guerre, tant par les prolétaires russes qu'ukrainiens. Les différentes sources donnent des chiffres assez contradictoires, en particulier celles des Ukrainiens et des Russes, qui ont tout intérêt à réduire de manière significative le nombre de leurs morts et blessés. En tout état de cause, au delà de ce que disent les grands pays concernés et les différents médias (Wall Street Journal, BBC, site Mediazona, New York Times, etc.), tous les chiffres font état d'un million de morts et de blessés, plus pour les Russes que pour les Ukrainiens (4), sans compter les pertes civiles. Comme toujours, dans les guerres bourgeoises ce sont les masses prolétariennes qui sont contraintes de se faire massacrer sur différents fronts, que la guerre soit menée avec des tactiques et des moyens conventionnels – dans les tranchées ou de maison en maison comme à Bakhmout, Marioupol, Pokrovsk et une centaine d'autres villages et villes – ou avec des moyens technologiques avancés, des missiles à longue portée aux drones détruisant les hôpitaux, les écoles, les bâtiments civils, les fermes, les dépôts de carburant ou les approvisionnements agricoles, etc.

Le massacre systématique des soldats des deux côtés du front s'accompagne d'un autre phénomène inévitable: les réfugiés à l'étranger et les personnes déplacées à l'intérieur du pays. Selon le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (5), à ce jour, sur une population de plus de 42 millions d'habitants, près de 11 millions

d'Ukrainiens ont été contraints de quitter leur domicile; 6,9 millions ont fui à l'étranger, 3,7 millions sont déplacés à l'intérieur du pays; la majorité, 76%, sont des femmes et des enfants, tandis que les hommes sont sous le coup de la loi martiale.

TRUMP, L'HOMME DE LA PAIX IMPÉRIALISTE

Il est désormais clair que la politique de Trump rompt avec l'engagement américain envers l'Ukraine du président Biden; il préfère rétablir des relations directes avec Moscou, ce qui constitue le clou dans le cercueil non pas tant pour Zelensky que pour tous les dirigeants européens. L'agenda de la «fin de la guerre» n'a jamais été entre les mains de l'Ukraine, ni de celles de l'UE, malgré la prétention avec laquelle tous les dirigeants européens n'ont cessé de parler d'une guerre «juste» et d'une paix «juste». Les discours sur le soutien à l'Ukraine jusqu'à ce que les Russes soient chassés du territoire ukrainien, répétés à l'envi tant pendant la dite «contre-offensive» de l'automne 2023, qui était censée conduire à la reprise des provinces du Donbas occupées par les Russes, que pendant les diverses attaques menées également sur le territoire russe et dans la mer Noire, se sont finalement révélés n'être qu'une gigantesque supercherie.

En outre, cela a démontré la volonté criminelle de laisser massacrer des centaines de milliers de soldats et de civils ukrainiens juste pour pouvoir brandir fièrement la bannière du nationalisme, agitée dès le début dans les intérêts de puissance de l'impérialisme; national, européen et américain; les fractions bourgeoises pro-OTAN en profiteront après la «fin» de la guerre et après que des centaines de milliers de morts ukrainiens auront été mis dans la balance.

C'est maintenant un fait: les premiers pas de Trump ont rapidement mis les Européens et les Ukrainiens hors jeu, en ouvrant la voie à une négociation de fin de guerre dont les protagonistes ne sont que Trump et Poutine, la Maison Blanche et le Kremlin, et leurs intérêts impérialistes spécifiques. Les dirigeants européens, qui étaient sûrs que, compte tenu des milliards dépensés pour soutenir la «cause ukrainienne» et des armements fournis, ils allaient être présents à la table des négociations en tant que troisième acteur et en tirer ainsi des avantages économiques et politiques considérables, ont dû avaler la pilule amère de leur exclusion de ces négociations; ils ne peuvent qu'espérer qu'à l'ombre des pourparlers russo-américains, ils toucheront quelques miettes, par exemple dans la reconstruction du pays. On estime que quelque 500 milliards d'euros seront nécessaires pour

reconstruire les logements, les infrastructures énergétiques et de transport, les services et pour relancer l'économie du pays; et ces sommes augmenteront si le conflit se poursuit (6).

Une autre petite surprise de Trump pour les Européens a été son exigence d'une concession exclusive de 50% des «terres rares» du sous-sol ukrainien. Comme on le sait, les minéraux de ces dites terres rares sont indispensables aux industries de haute technologie (ordinateurs, smartphones, batteries et technologies énergétiques de pointe); l'intérêt des États-Unis est d'accroître leur compétitivité face à la Chine, qui contrôle actuellement 70% de la capacité mondiale d'extraction de terres rares et 90 % de la capacité de traitement (7). Le sous-sol ukrainien est en effet très riche en un certain nombre de minéraux et de métaux indispensables à l'industrie moderne, dont l'extraction et la transformation nécessitent des investissements importants; investissements que seules les grandes puissances financières peuvent se permettre, et c'est sur cela que Trump compte, en plus d'être le seul à pouvoir s'entendre avec la Russie pour «mettre fin à la guerre» et décider d'investissements importants sur le territoire ukrainien. Mais les zones de terres rares ukrainiennes sont assez dispersées, et environ 50% d'entre elles se trouvent dans des territoires occupés par la Russie: celle-ci, qui a déjà ce trésor dans ses griffes et ne va certainement pas mettre ce butin à la disposition de Trump et d'un quelconque Zelensky. Les négociations avec la Russie que Trump a en tête ne peuvent pas laisser de côté ce sujet dont la solution passera par dessus la tête de Zelensky, tandis que les Européens seront, comme nous l'avons dit, hors jeu.

La «paix» qui se profile, avons nous écrit dans nos journaux (8), sera une paix **impérialiste**; non pas une paix permanente qui ferait disparaître les facteurs à l'origine du conflit, mais une trêve temporaire, où les causes du conflit sont «suspendues» et place est laissée pour des intérêts plus immédiats liés à une reprise économique et à une réalité sociale moins lourde, mais où s'accumulent cependant les facteurs de la rivalité impérialiste qui reviendront inévitablement par la suite pour alimenter les oppositions et les affrontements militaires. Ce qui va se passer désormais, c'est plus le comment terminer la guerre que quand elle finira; et ce «comment» ne peut être qu'impérialiste, c'est-à-dire oppressif à tout point de vue. La bourgeoisie ukrainienne voudra surmonter sa défaite – comme c'est toujours le cas des bourgeoisies vaincues – en exploitant et en écrasant encore plus son prolétariat qu'avant la

(Suite en page 10)

Ukraine ...

(Suite de la page 9)

guerre, avec le prétexte de «relancer l'économie nationale», sans oublier d'attiser la haine nationaliste contre la Russie et les Ukrainiens russophones. La paix bourgeoise ne sera une vraie paix ni pour les prolétaires ukrainiens ni pour les prolétaires russes même si le Kremlin cherchera à faire croire à ces derniers la fable d'une victoire sur le nazisme ukrainien et sur l'intégration de l'Ukraine à l'OTAN ennemie.

Le futur des prolétaires ukrainiens et russes ne pourra jamais être synonyme de paix et de bien-être social; l'après-guerre sera marquée par l'exploitation et l'oppression salariale autant et plus qu'avant la guerre, notamment parce qu'ils devront faire face à une crise économique que le système capitaliste n'est pas en mesure d'éviter, si ce n'est temporairement. Leur futur, comme celui des prolétaires d'Europe et d'Amérique, sera particulièrement difficile parce qu'ils ont été trop habitués à compter sur la sécurité économique et sociale, qui était et est toujours basée sur l'oppression des peuples et des pays plus faibles par leurs propres impérialismes; une oppression grâce à laquelle les impérialismes ont réussi et réussissent encore à fournir à leurs prolétaires certains avantages (salaires, logements, pensions, soins médicaux, etc.) dont les prolétaires des pays dominés ne peuvent que rêver.

La voie pour sortir de l'exploitation, de la misère, de l'insécurité de la vie et de la guerre est le contraire de la collaboration entre les classes que la bourgeoisie demande à ses prolétaires: c'est la lutte de classe pour la défense des intérêts immédiats et futurs du prolétariat en reconnaissant l'antagonisme de classe qui l'oppose à la bourgeoisie et met constamment en pratique pour la défense de ses propres intérêts de classe. Si lointaine que soit cette voie aujourd'hui, c'est la seule que le prolétariat puisse emprunter pour lutter ainsi sur le même terrain que celui où la bourgeoisie le combat systématiquement et quotidiennement; c'est le seul moyen de construire la solidarité de classe entre les prolétaires, cette solidarité qui déjoue les plans de la bourgeoisie pour les entraîner dans ses affrontements et ses conflits armés.

Les impérialistes américains et russes vont dicter les conditions; ce sont eux qui devront trouver un terrain d'entente, et cela ne peut se faire qu'au détriment de l'Ukraine, qui pourra alors retourner jouir de son «indépendance», de sa «souveraineté territoriale» et de sa reconstruction économique «pacifique» sur un territoire tronqué

par rapport à 1991. Cela pourrait se terminer comme en 1953 entre la Corée du Nord et la Corée du Sud, où une ligne rouge a été tracée qu'aucune des deux parties ne doit franchir; mais le plus probable que cela prendra la forme d'une division toujours prête à exploser que ni les Ukrainiens ni les habitants russophones du Donbas n'accepteront, et où les Russes pourraient se comporter comme les Israéliens vis-à-vis des territoires palestiniens. Quoi qu'il en soit, une paix russo-ukrainienne sera une trêve guerrière plutôt qu'une période de développement pacifique des deux pays.

22/02/2025

(1) Au sujet de la pénurie de pétrole et de produits pétroliers, voir «La «belle époque» de l'impérialisme américain» *Il Programma Comunista* n° 4, 1957

(2) cf. «Ucraina, Corea del XXI secolo?» et «La guerra in Ucraina serve agli USA per indebolire l'Europa», il co-

munista n. 176, janvier-février. 2023.

(3) <https://www.linkiesta.it/2025/02/aiuti-ucraina-dati-europa-italia-stati-uniti/>, 19 février 2025.

(4) <https://tg24.sky.it/mondo/2024/11/18/morti-guerra-ucraina-russia> ; <https://www.internazionale.it/opinione/pierre-haski/2024/09/19/un-milione-vittime-guerra-ucraina> ; <https://www.vaticannews.va/en/mondo/news/2024-11/ucraina-mille-jours-conflit-nombre-victimes-incertitude.html>.

(5) <https://www.unhcr.org/it/notizie-storie/storie/guerra-in-ucraina-la-risposta-umanitaria-dellunhcr/> z 21. 2. 2025.

(6) https://www.lastampa.it/esteri/2025/02/20/news/ucraina_ricostruzione_500_miliardi-15013239/

(7) https://www.lastampa.it/esteri/2025/02/10/news/terre_rare_ucraine_quelle_immense_ricchezze_sotterranee_che_fanno_gola_putin_e_trump-14993264/

(8) cf. «Guerre Russie-Ukraine: paix impérialiste à l'horizon...», supplément au *Prolétaire* 554, décembre 2024.

Quel futur pour les Palestiniens de Gaza ?

(Suite de la page 1)

tion comme la révolution bolchévique de 1917 avec son influence temporaire sur l'Europe et le monde, elle a surmonté deux guerres mondiales, l'une plus dévastatrice que l'autre et avec leurs conséquences négatives, elle a continué à développer l'économie industrielle et capitaliste en soumettant à ses lois toutes les parties du monde, même les plus éloignées géographiquement des grands centres financiers et impérialistes, et elle a lié chaque prolétariat aux intérêts nationaux de sa propre bourgeoisie, en étouffant les révoltes et les rébellions chaque fois qu'elles éclataient, et en continuant à déclencher des guerres dans toutes les parties du monde au point d'ébranler l'Europe pacifique. Après tous ces **faits**, ce qui semble impossible, ce n'est pas la révolte, la rébellion des couches populaires ou de nations entières contre l'oppression qu'elles subissent constamment de la part des grands États impérialistes, des grands monopoles et trusts mondiaux, des grandes banques, mais que les révoltes et les rébellions se transforment en **luttues de classe organisées** comme c'était le cas au XIXe siècle et au cours des trente premières années du XXe siècle.

Jusqu'à présent et en fonction des intérêts immédiats et futurs de leur propre bourgeoisie, on a vu des États dé-

mocratiques s'allier ou s'opposer à d'autres États démocratiques ou à des États autoritaires, totalitaires, mais tous également bourgeois et antiprolétaires; on assiste depuis des décennies à une militarisation de plus en plus forte des frontières et de chaque nation, peu importe que cette militarisation soit l'œuvre de la bourgeoisie nationale ou d'autres bourgeoisies qui se sont imposées par la guerre. Il est de plus en plus évident, surtout depuis la fin de la deuxième guerre impérialiste mondiale, que la lutte de concurrence entre les différents capitalismes nationaux a mis en avant ce que le *Manifeste du Parti communiste*, *Le Capital*, *L'Impérialisme*, en un mot le marxisme, avait prévu il y a cent quatre-vingts, cent soixante et cent dix ans : les États bourgeois, qu'ils soient démocratiques, monarchiques-constitutionnels ou totalitaires, sont, dans tous les pays, des instruments de la domination capitaliste sur la société; ils sucent la sueur et le sang du travail salarié des masses prolétariennes, la sueur et le sang des masses paysannes pauvres, dans le seul but de renforcer le pouvoir du capitalisme sur tous les territoires de la planète, sur toutes les mers et dans tous les ciels. Selon la bourgeoisie, et donc la grande bourgeoisie capitaliste, non seulement les grandes et petites entreprises, les grands et petits commerces, toutes les petites et grandes propriétés, donc chaque pays, et chaque

individu dès sa naissance et tant qu'il respire, mais aussi toutes les générations qui suivront, doivent répondre aux lois du capital. Si l'on imagine l'avenir à partir de ce qui se passe dans le présent, il ne sera pas celui du bien-être tant vanté, de la paix tant invoquée, des libertés, de l'égalité et de la fraternité revendiquées : l'avenir envisagé dans chaque pays par la bourgeoisie dominante est raconté par les gueules des canons, les bombes qui pleuvent du ciel, les missiles tirés depuis la terre, la mer et le ciel. Et quand ce ne sont pas les canons qui tirent, les bombes et les missiles qui font des ravages et rasant des villes entières, ce sont la faim, la malnutrition, la soif, la famine qui prennent la relève et la criminalité qui profite toujours du chaos causé par les crises sociales et les guerres. La bourgeoisie et la criminalité, bien qu'elles se combattent, se soutiennent mutuellement, sont toutes deux filles du mode de production capitaliste, et leur dieu tout-puissant est l'argent auquel elles sacrifient tout, y compris les peuples.

Contre **ce monde**, contre **ce futur**, ce n'est pas la « bonne volonté » des hommes, ce n'est pas la « démocratie » avec ses fausses valeurs « de liberté et d'égalité » qui représentent la solution. La classe bourgeoise n'est pas composée de personnes qui se soucient de la société humaine, mais de personnes qui sont les instruments du capital, la main du dieu-capital dont les intérêts se dressent contre la société humaine. Lorsque les intérêts du capital, de l'argent, des marchandises, c'est-à-dire d'une économie visant à soumettre le travail humain exclusivement à la valorisation du capital, remplacent les intérêts de la vie sociale de l'espèce humaine, alors aucune violence n'est bannie : la violence du capital et de son économie mercantile, se transfère directement dans la violence de la classe qui détient le pouvoir politique, économique et militaire, soumettant toute la société aux intérêts du capitalisme et, à cette fin, cette classe s'approprie non seulement toute la richesse produite par le travail humain en la centralisant, mais elle exerce également toutes sortes de violences pour défendre son pouvoir et l'étendre à des territoires plus vastes.

La guerre – que la bourgeoisie israélienne mène depuis des décennies contre tous les peuples qui habitent les territoires limitrophes de ce qu'elle a toujours considéré comme la « Terre promise » (... promise par le Dieu d'Israël), à commencer contre la population palestinienne qui est présente depuis des millénaires dans toute la région en tant, elle aussi, que population sémite comme la population juive –, n'a pas pour origine

le prétendu antisémitisme des Palestiniens, mais l'intérêt et la nécessité pour les deux peuples de dominer l'autre afin de contrôler le même territoire, en particulier les zones fertiles le long du Jourdain. Les conflits religieux millénaires ne sont en réalité qu'une justification idéologique pour les deux parties. Avec le développement du capitalisme, et donc des classes bourgeoises pour chaque population de la région, les conflits ont inévitablement pris les caractéristiques d'une guerre permanente dans laquelle – après l'effondrement de l'Empire ottoman qui dominait ces territoires depuis quatre siècles et leur colonisation par les puissances impérialistes victorieuses de la Première Guerre mondiale, c'est-à-dire l'Angleterre et la France –, toute la région du Proche et du Moyen-Orient a été complètement démembrée à partir des anciennes institutions impériales. L'Angleterre et la France y ont institué, à des fins de domination impérialiste, de nouvelles entités nationales : Irak, Palestine/Israël, Jordanie, Liban, Syrie, Koweït, Arabie saoudite, sans tenir compte des traditions séculaires des différentes ethnies et populations, mais uniquement de leurs intérêts impérialistes.

Naturellement, les intérêts des puissances impérialistes prévoyaient non seulement le partage du Proche et Moyen-Orient anciennement ottoman en zones d'influence (la Syrie et le Liban ont ainsi été attribués à la France, la Jordanie, la Palestine/Israël, l'Irak, le Koweït et l'Arabie saoudite à l'Angleterre) afin de contrôler directement les voies de communication, le monopole du commerce et l'exploitation des gisements pétroliers, mais aussi à l'excitation des différentes minorités (tout d'abord la minorité kurde, puis la minorité juive) contre les populations arabes. À la fin de la Première Guerre mondiale, le traité de Sèvres (1920) a défini les nouvelles frontières, modifiant radicalement l'ensemble de la région du Moyen-Orient. Avec la Seconde Guerre mondiale, la défaite des puissances de l'Axe et des entités étatiques arabes qui les soutenaient, ainsi que l'extermination des Juifs, les **démocraties** impérialistes victorieuses pour la deuxième fois sur les **totalitarismes** impérialistes n'ont fait qu'aggraver les conflits entre les populations du Moyen-Orient, en particulier en ce qui concerne la création d'Israël qui, de « **foyer juif** » est devenu en 1948 un véritable **État** sur un territoire que les puissances impérialistes mondiales réunies au sein de l'ONU depuis 1945 auraient voulu diviser en deux États distincts, l'un palestinien et l'autre juif, ce qui ne s'est jamais produit. Il était évident que l'Angleterre, les États-Unis et

la France elle-même se soient essentiellement rangés du côté de la population juive et non des populations arabes, au-delà des déclarations répétées sur les conflits israélo-arabes et sur les « deux peuples, deux États », depuis la constitution violente de l'État d'Israël qui a provoqué la première grande catastrophe (en arabe, *al-Nakba*) pour les Palestiniens, contraints de fuir au Liban et en Jordanie ; ni l'Angleterre, ni même la France, ne sont intervenues pour empêcher l'exode forcé de 700 000 Palestiniens de leur terre occupée militairement par les Israéliens. Un État juif convenait à toutes les puissances impérialistes, car il pouvait jouer pour elles le rôle de leur gendarme dans une région turbulente et difficile à gérer après son démembrement total ; et il apaisait la mauvaise conscience des démocraties impérialistes qui, bien que conscientes du sort réservé à des millions de Juifs dans les camps de concentration nazis, n'ont absolument rien fait pour mettre fin à cette extermination annoncée.

Une fois la guerre terminée, les démocraties victorieuses ont favorisé la migration de centaines de milliers de Juifs européens de Pologne, d'Allemagne, de Russie (mettant ainsi en œuvre un gigantesque nettoyage ethnique en Europe centrale et orientale et se révélant, en réalité, les exécutants de la volonté nazie de mettre fin à la « question juive » dans cette partie de l'Europe), et même du Moyen-Orient lui-même, vers Israël, leur nouvelle patrie. L'impérialisme – sous des apparences formellement démocratiques ou non – espérait atténuer, voire pacifier, un Moyen-Orient qui s'annonçait plutôt comme une région où les conflits ethniques, religieux, politiques et économiques des peuples qui l'habitaient depuis toujours allaient se croiser, s'aggraver, avec les intérêts contradictoires des différentes puissances impérialistes. Entre-temps, au cours des décennies qui ont suivi 1948, Israël est devenu un pays capitaliste très avancé et avec des visées expansionnistes importantes, visées qui ne pouvaient se réaliser sans qu'il soumette d'abord l'ensemble de la population palestinienne afin qu'elle ne puisse en aucun cas nuire à l'intérêt de Tel-Aviv de s'approprier l'ensemble du territoire palestinien, même au prix de l'extermination de toute la population palestinienne, comme cela se produit à Gaza depuis plus de 600 jours.

Les rébellions, les révoltes, les guerres dont les Palestiniens sont les protagonistes depuis plus de soixante ans, bien qu'ils les aient constamment perdues et qu'ils aient dû se battre non seulement contre l'armée israélienne, mais

(Suite en page 12)

Quel futur pour les Palestiniens de Gaza ?

(Suite de la page 11)

aussi contre les gouvernements et les armées des pays arabes qui se déclaraient partisans et amis de la « cause palestinienne », n'ont pas réussi à « résoudre » la « question palestinienne ». Tout en s'appuyant sur l'influence et la direction de groupes politiques et de milices qui, depuis l'OLP jusqu'à l'ANP actuelle et au Hamas, ont au contraire démontré qu'ils faisaient passer leurs propres intérêts partisans et leurs propres privilèges, en exploitant les masses prolétariennes et paysannes palestiniennes, et en se mettant tour à tour au service de l'une ou l'autre puissance régionale, de l'une ou l'autre puissance impérialiste. Tout en subissant les conséquences les plus terribles en termes d'oppression, d'humiliation, de torture, de mort, les masses palestiniennes continuent à résister et à survivre sur des lambeaux de terre qui se transforment cependant de plus en plus en cimetières à ciel ouvert.

Il est évident que toutes les puissances impérialistes sont intéressées à maintenir de bonnes relations économiques, commerciales, financières et politiques avec Israël ; elles ont continué à faire le commerce des armes de toutes sortes, même après le 8 octobre 2023 ; les grands champions en la matière sont les États-Unis, l'Allemagne, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie, voire l'Espagne qui, dans le sillage de la récente reconnaissance par Pedro Sánchez de l'« État palestinien », a augmenté ses importations d'armes en provenance d'Israël après le 7 octobre 2023, y compris les nouveaux missiles Spike et les mortiers Cardom « testés au combat » à Gaza (1). Ils n'ont rien fait pour que les paroles conciliantes des « deux peuples, deux États » (dont ils savent très bien qu'ils n'existeront jamais) soient suivies d'actes, et rien pour mettre fin aux violences systématiques de l'armée et des colons israéliens contre la population civile palestinienne.

À quoi a servi leur grande puissance politique, économique et militaire ? À protéger la population civile palestinienne ? À effrayer l'État d'Israël en le menaçant de lourdes représailles s'il ne mettait pas fin à ses violences systématiques contre la population palestinienne sans défense ? Certainement pas, puisque après 600 jours de bombardements rasant la bande de Gaza, avec plus de cent mille morts parmi les victimes

confirmées et celles qui gisent sous les décombres, avec ses centaines de milliers de blessés, de mourants, d'affamés et de malades sans soins, de nombreux dirigeants en costume-cravate se permettent de dire – devant les caméras – qu'Israël « exagère », qu'il a « dépassé les limites » (les limites de quoi : combien de morts civils sont « acceptables » pour ces messieurs en près de deux ans de bombardements, frappant des écoles, des hôpitaux, des habitations civiles, des camps de réfugiés ?), qu'il est temps de « négocier »... Négocier avec qui ?, avec le Hamas, qui est coresponsable de la guerre déclenchée par Israël, et qui a, au contraire, intérêt à ce que la population de Gaza continue de subir toutes les atrocités dont l'armée israélienne est capable, pour avoir ainsi une raison supplémentaire de se réorganiser et de retrouver son influence sur au moins une partie des Palestiniens et de continuer à jouer son rôle d'agent en sous-main de certaines puissances régionales, et pas seulement de l'Iran, qui ont intérêt à maintenir Israël occupé dans la zone territoriale de ce qui était autrefois la Palestine ?

Et ce ne sont certainement pas les prétendues « aides humanitaires », sous forme de camions remplis de nourriture, de médicaments, de vêtements et d'équipements qui arrivent à la frontière de Gaza et qui, depuis le 2 mars dernier, sont bloqués sous le soleil par l'armée israélienne, empêchant toute aide à la population systématiquement bombardée et réduite à la famine, qui facilitent la survie des Palestiniens de Gaza. Après avoir chassé d'Israël l'organisation humanitaire de l'ONU, l'URNWA, accusée de terrorisme par le gouvernement lui-même terroriste d'Israël, et après avoir organisé avec les États-Unis une nouvelle organisation humanitaire autoproclamée, l'*Alliance of Lawyers for Palestine* (ASAP), sous le commandement de la soi-disant *Gaza Humanitarian Foundation* (GHF), financée par le Mossad et le ministère israélien de la Défense et constituée en réalité de mercenaires américains et d'anciens agents de la CIA, Israël poursuit rapidement son plan visant à rassembler la plupart des Palestiniens de la bande de Gaza dans le sud du territoire. Près de la frontière avec l'Égypte et sous la supervision des États-Unis, il a organisé quatre points de collecte pour la distribution de nourriture (contre les 400 points de collecte de l'URNWA dans toute la bande), en construisant de longs et étroits couloirs de barbelés et en soumettant à une identification tous ceux qui font la queue à l'aide des systèmes biométriques les plus avancés. Après des jours et des semaines de famine, il est évident que

les Palestiniens se bousculent pour obtenir ne serait-ce qu'une infime quantité de nourriture. Comme prévu, pour disperser la foule et obliger les Palestiniens à emprunter avec ordre les couloirs spécialement aménagés et pour empêcher l'assaut sur le peu de nourriture disponible, les entreprises américaines et les milices criminelles organisées par certains clans palestiniens en accord avec le gouvernement de Netanyahu (2) ont tiré sur la foule, ajoutant d'autres morts et blessés aux dizaines de milliers déjà fauchés par les attaques d'Israël. De cette manière, les Palestiniens sont traités pire que les prisonniers dans n'importe quel camp de concentration : derrière l'« aide humanitaire » - utile pour apaiser la mauvaise conscience des pays impérialistes - brillent les canons des mitrailleuses et des chars d'assaut, transformant ainsi les points de collecte pour la distribution de nourriture en pièges mortels.

Et tandis que dans la bande de Gaza se perpétue ce long et lourd carnage, le prince Faisal bin Farhan, ministre des Affaires étrangères de l'Arabie saoudite, avait l'intention de rencontrer Mahmoud Abbas à Ramallah, en Cisjordanie, le dimanche 1er juin, pour discuter de ce qui devrait devenir un jour l'« État palestinien » tant convoité. Depuis plus de cinquante ans, aucun haut fonctionnaire saoudien n'a mis les pieds en Palestine ; depuis plus de cinquante ans, Riyad reste silencieux sur toute la tragédie du peuple palestinien. À la tête d'une délégation arabe composée des ministres des Affaires étrangères d'Égypte, de Jordanie et d'autres pays de la Ligue arabe, le prince Faisal bin Farhan avait l'intention de lancer une initiative avec laquelle l'Arabie saoudite souhaitait retrouver un rôle fondamental dans la reconstruction des relations interétatiques entre les pays arabes de la région et Israël, en jouant, comme il sied aux marchands les plus expérimentés, sur plusieurs tableaux. Tout d'abord, en normalisant les relations avec Israël selon les fameux accords d'Abraham, interrompus en raison de l'attaque du Hamas du 7 octobre 2023 et de la réponse sanglante d'Israël sur la bande de Gaza, mais qui avaient aplani les relations entre Israël et Bahreïn, les Émirats et le Maroc, et qui pouvaient être reprises entre Tel Aviv et Riyad. Ensuite, en renouant les relations avec l'ANP après les avoir abandonnées, en remettant la « cause palestinienne » au premier plan, en accord avec la France de Macron, avec laquelle Riyad organisait une conférence à l'ONU les 17-20 juin prochains afin de relancer la reconnaissance de l'État palestinien. On assiste ainsi à une énième mise en scène dans

laquelle la « cause palestinienne » est utilisée, tantôt par une puissance, tantôt par une autre, comme levier pour imposer ses propres intérêts de partage dans une région systématiquement soumise à des conflits tendanciellement insolubles et dans laquelle les puissances régionales que sont l'Arabie saoudite, l'Iran, la Turquie et bien sûr Israël tentent depuis au moins soixante ans de s'imposer par rapport aux autres prétendants. Mais derrière elles, ou à leurs côtés, agissent les puissances impérialistes historiques et un impérialisme plus jeune, comme la Chine, également intéressées non pas par la « cause palestinienne », mais par le pétrole et les routes commerciales qui traversent la mer Rouge, le canal de Suez et le golfe Persique. Cette visite à Ramallah a bien entendu été empêchée par Israël et évidemment... reportée. La preuve que le grand plan israélien prévoit de réduire la présence des Palestiniens dans la bande de Gaza et en Cisjordanie à un minimum historique possible, est la poursuite des implantations de colons en Cisjordanie et, demain, une fois l'extermination à Gaza terminée, également dans la bande de Gaza. Ce n'était pas une coïncidence si la visite du Saoudien Faisal bin Farhan à Ramallah était prévue vingt-quatre heures après que le gouvernement Netanyahu ait approuvé 22 nouvelles colonies en Cisjordanie occupée, la plus grande opération de colonisation dans les territoires occupés destinés illusoirement à un État palestinien...

La guerre dans le Moyen-Orient dévasté a été, est et sera la situation normale car trop de conflits se sont accumulés et concentrés au cours d'un siècle et plus et continuent à en générer d'autres. Face à cette situation de guerre permanente, seule l'explosion de la lutte de classe prolétarienne pourra apporter une réponse historique aux carnages incessants avec lesquels les bourgeoisies régionales et impérialistes tentent à chaque fois d'imposer leurs intérêts partisans spécifiques. Une lutte de classe prolétarienne qui peut éclater en Égypte comme en Syrie, en Iran, comme en Turquie, en Arabie saoudite comme au Liban ou en Irak ou en Palestine même, mais qui pourrait avoir la caractéristique de propager rapidement l'incendie dans toute la région.

Malheureusement, et ce n'est pas nouveau, aucune issue à l'oppression, aux massacres et à l'extermination actuelle des Palestiniens ne se pointe à l'horizon. Sous le drapeau du « droit d'Israël à se défendre », la bourgeoisie juive sanguinaire, au nom du « peuple élu de Dieu », d'un Dieu qui exige une obéissance totale et auquel on doit même

le plus grand sacrifice, celui de la vie humaine justifie le « droit d'Israël à se défendre » par toute action, même la plus violente et la plus inhumaine, conçue, planifiée et menée contre tout autre peuple païen ou considéré comme ennemi. En vertu de cette très ancienne conviction religieuse, le « peuple élu de Dieu » a construit au cours du temps, de génération en génération, un lien de solidarité très étroit entre tous ses membres.

Pour ces communautés juives expulsées de divers pays depuis l'Empire romain, elle a contribué à leur résistance dans l'histoire en les consacrant au commerce et aux prêts d'argent, en les transformant au fil du temps en usuriers et en banquiers, car, selon la loi, pour survivre, ils ne pouvaient pas posséder de biens immobiliers ni de terres. En effet, surtout au Moyen Âge, le « peuple juif » remplissait ainsi une fonction sociale importante, puisque, ne faisant pas partie de la communauté chrétienne, il pouvait se consacrer à des tâches que celle-ci désapprouvait, mais dont elle avait besoin, en particulier la pratique de l'usure: le développement du commerce et de la circulation de l'argent a en effet conduit au développement de l'usure, contribuant ainsi à l'enracinement des premiers germes du capitalisme et à la dissolution de la société féodale qui en a résulté. Tout cela n'a pas suffi à les protéger des massacres et des pogroms qui ont touché les communautés juives d'Allemagne, d'Angleterre, de France et surtout de Russie à partir du Moyen-Âge. Un « peuple élu de Dieu » mais persécuté par beaucoup d'autres peuples, surtout chrétiens, qui, dans l'hypocrisie infinie du catholicisme, du protestantisme et du christianisme orthodoxe, ont dirigé le mécontentement des classes inférieures vers les communautés juives qui, en raison de leurs caractéristiques, étaient facilement identifiables et ghettoïsables. Ce mécontentement est généré par la concurrence que les Juifs font aux non-Juifs lorsque, en plus de l'usure, et en vertu de l'argent disponible, ils se tournent vers les professions classiques de la petite bourgeoisie (commerce, professions libérales, etc.). Ainsi, l'antijudaïsme (dit antisémitisme) de la tradition féodale a été utilisé par la bourgeoisie pour fabriquer des boucs émissaires commodes.

Mais le fait d'avoir été persécutés pendant des siècles n'a pas empêché la plupart des communautés juives de s'enrichir grâce au commerce et à l'usure, dans un monde où les relations, violentes ou moins violentes, entre les différentes populations s'intensifiaient, mettant de plus en plus en évidence la nécessité d'échanger des produits, puis

des marchandises, à tel point que lorsque l'or, l'argent puis la monnaie sont devenus la mesure des échanges, la pratique marchande et usuraire renforcée et affinée au fil des siècles par les Juifs les a placés dans une position sociale privilégiée, au point de devenir des représentants de premier plan du capitalisme. L'absence de lutte des classes en Israël, en Europe, en Amérique, dans les pays arabes du Moyen-Orient, ne permet pas au prolétariat palestinien, et encore moins à la population palestinienne en général, de compter sur la seule solidarité concrète qui l'aiderait à réagir à l'extermination, en se débarrassant des sangsues national-bourgeoises du Hamas, de l'ANP et de tous les différents clans et formations politico-militaires qui, au cours des dernières décennies, ont représenté non pas une « solution nationale et démocratique » au conflit israélo-palestinien, mais l'exploitation de la combativité et de la résistance indomptable des prolétaires palestiniens pour affirmer leurs propres intérêts de classe bourgeois, leurs propres privilèges, tantôt par des affrontements armés contre Israël et contre tel ou tel État arabe qui se révélait aussi répressif à leur égard qu'Israël, tantôt par les compromis les plus vils et les plus cyniques avec les pouvoirs dominants représentés par Israël ou les pays arabes, les États-Unis ou les États européens.

La dernière offensive d'Israël contre la population de Gaza, après la fausse trêve conclue avec Washington, a été baptisée « les chars de Gédéon ». Chaque nom donné par Israël à ses guerres a toujours eu une forte valeur symbolique. Dans ce cas, la référence est à la Bible, en particulier au *Livre des Juges* et aux exploits du juge Gédéon (XIe-Xe siècles avant J.-C.), « choisi par Dieu » pour ramener les Israélites à la foi en Dieu, après qu'ils se soient éloignés des commandements de Dieu et aient été opprimés par des peuples païens tels que les Madianites et les Amalécites. Ses exploits se résument à l'opération d'extermination que Gédéon organisa avec une attaque nocturne surprise dans le camp des Madianites ; la surprise facilita la victoire de Gédéon et de ses 300 guerriers ; il tua personnellement les princes capturés et ordonna l'extermination de la population de deux villages, Succoth et Penuel, coupables de ne pas avoir soutenu ses soldats. Ainsi rétablis, la loi du Dieu d'Israël et le contrôle du territoire habité par les Israélites, le juge Gédéon garantit, selon le récit biblique, la paix pendant quarante ans. Il fut élevé, dans le Nouveau Testament, au rang

(Suite en page 14)

Contre la guerre impérialiste Israël-Iran, guerre de classe anticapitaliste !

L'IMPLICATION DES IMPÉRIALISMES OCCIDENTAUX DANS LA GUERRE

Cela fait plus d'une semaine qu'Israël a attaqué l'Iran avec une campagne massive de bombardements sur des sites militaires et civils, précédée d'une série d'assassinats de responsables militaires et autres iraniens. Mais cela fait plusieurs mois que non seulement des menaces mais aussi des «assassinats ciblés» et des bombardements limités avaient été commis par les forces armées israéliennes contre des cibles iraniennes. En riposte l'Iran a tiré sur Israël des missiles et envoyé des drones.

Si certains commentateurs bourgeois discutaient gravement pour savoir si cette attaque a été décidée par les Etats-Unis, il est indiscutable qu'elle n'aurait pas eu lieu, si ces derniers, informés au préalable, s'y étaient opposés. Par ailleurs les déclarations de Trump appelant l'Iran à une «capitulation sans conditions» ne laissent aucun doute sur le soutien de Washington à la guerre déclenchée par Israël, soutien confirmé par les bombardements américains du 22/6. Les impérialismes européens ont immédiatement réagi en affirmant qu'«Israël a le droit de se défendre» (y compris donc en attaquant!). Le président français, abandonnant au passage son idée creuse de «reconnaissance» d'un Etat palestinien inexistant, a ajouté que la France était prête à défendre militairement Israël: il existe donc une alliance militaire de fait avec l'Etat hébreu.

Israël ne pourrait mener sa guerre à Gaza, attaquer le Liban, bombarder la Syrie et maintenant attaquer l'Iran sans le soutien, principalement mais pas uniquement militaire, que lui accordent les Etats-Unis et les impérialismes occidentaux depuis de longues années. Sans doute Israël défend ses propres intérêts parfois sans trop d'égards vis-à-vis des volontés de ses parrains impérialistes: c'est ce qui arrive de temps en temps avec les hommes de main. Mais il reste que s'il est si indéfectiblement soutenu par les impérialismes occidentaux, c'est parce que ces derniers y ont un intérêt fondamental: disposer d'un solide point d'appui dans une région instable qui revêt une importance stratégique.

L'IMPUISSANCE DES APPELS À LA PAIX

Comme lors de chaque guerre on voit apparaître les appels à la paix, à des négociations, au respect du droit

international – sauf que ces appels, toujours vains et hypocrites, n'émanent pas cette fois des grandes démocraties occidentales, engagées qu'elle sont dans le soutien sans faille à l'attaque israélienne. Certains s'imaginent qu'il est possible de faire pression, peut-être par des manifestations, sur les dirigeants des grands Etats pour qu'ils mettent fin aux guerres et à celle-ci en particulier, et qu'ils fassent respecter le droit international, le droit humanitaires, et autres fumisteries bourgeoises toujours foulées au pied.

En réalité c'est toute la situation internationale d'aggravation des tensions de tous ordres qui pousse aux confrontations guerrières – jusqu'au déclenchement demain d'un **troisième conflit mondial** –, non la volonté de quelques «fauteurs de guerre». La guerre au Moyen-Orient comme la guerre en Ukraine naissent sur le terreau du capitalisme en crise et au-delà des circonstances particulières qui les ont fait naître elles font la démonstration de la menace qui pèse et pèsera sur les prolétaires et les masses opprimées du monde: devenir de la chair à canon sur les fronts, de la chair à exploitation dans les bagnes capitalistes ou de la chair à bombes au hasard des bombardements.

LA SEULE SOLUTION : GUERRE DE CLASSE CONTRE LE CAPITALISME

Les prolétaires ne sont cependant pas condamnés, eux, à l'impuissance:

ils ont entre leurs mains une puissance potentielle formidable car c'est sur leur travail, sur leur exploitation, que repose le fonctionnement du sanglant système capitaliste. Par leur lutte contre cette exploitation ils peuvent enrayer la machinerie guerrière avant même de pouvoir la mettre à bas avec tout le capitalisme et ses Etats. Mais pour cela il leur faudra rompre avec les forces qui les paralysent en les enchaînant à la collaboration de classe au nom de l'union nationale ou de la défense de l'économie ou de l'entreprise, il leur faudra retrouver la voie de la **lutte indépendante de classe**.

Par la **guerre de classe contre le capitalisme**, en union avec les prolétaires et les exploités du monde entier, ils pourront alors mettre fin aux guerres bourgeoises, permettant d'envisager la seule aide définitive à leurs innombrables victimes, celle qui sera apportée par la **révolution communiste internationale**!

22/6/2025

Guerre russo-ukrainienne La guerre russo-ukrainienne, de son déclenchement à la «contre-offensive» de Kiev

Brochure «le prolétaire» n° 39 ;
Mai 2024 ; format A4 ; 80
pages ; prix : 5 € / 10 CHF



Quel futur pour les Palestiniens de Gaza ?

(Suite de la page 13)

d'exemple de foi pour tous les chrétiens, une foi qui imposait, en fait, l'extermination de tous ceux qui ne se soumettaient pas à la loi du Dieu d'Israël... et à la loi du Dieu des chrétiens...

Et qu'est-ce que ce qui se passe à Gaza depuis le 8 octobre 2023, au lendemain de l'attaque du Hamas contre les kibboutz israéliens limitrophes de Gaza, si ce n'est une extermination organisée dans les moindres détails ? Une extermination consommée avec l'assentiment de tous les États dits civilisés, et dont ils devront rendre compte un jour devant l'avancée du mouvement révolutionnaire prolétarien qui, poussé par les contradictions toujours plus aiguës et fortes du capitalisme

mondial, renaîtra inévitablement de ses cendres.

5/6/2025

(1) Cf. <https://contropiano.org/altro/2025/06/05/benefici-inconfessabili-la-compravendita-darmi-tra-la-spagna-e-israele-dopo-il-7-ottobre-0183806>

(2) Voir par exemple <https://fr.time.sofisrael.com/israel-a-effectivement-arme-un-gang-de-gaza-pour-renforcer-lopposition-au-hamas/>, à propos de Yasser Abu Shabab, membre d'une puissante famille de Khan Yunis dans le sud de la bande de Gaza, qui, en accord avec les forces israéliennes, a organisé les attaques contre des centaines de camions du Programme alimentaire mondial des Nations unies.

Manifestations contre les expulsions à Los Angeles : un avertissement sur l'avenir que la bourgeoisie prépare pour toute la classe ouvrière

(Suite de la page 1)

manifestations ne se déroulent pas uniquement dans les rues et sous forme de manifestations. CNN a elle-même rapporté des grèves et des piquets de grève dans certaines usines de Los Angeles, lorsque les agents de l'ICE ont tenté d'arrêter des travailleurs sans papiers à l'intérieur, et qu'en réaction les autres travailleurs, en solidarité avec leurs camarades, sont allés jusqu'à bloquer les camions destinés à les transporter vers les centres de détention (1).

Les mesures mises en œuvre par le gouvernement américain – expulsions massives, internements dans des centres de détention, répression contre les immigrés qui tentent de franchir la frontière, enlèvement des enfants de ceux qui arrivent avec leur famille, etc. – sont des moyens de pression que la bourgeoisie américaine utilise depuis plusieurs années contre la classe ouvrière immigrée. La presse européenne, qui défend les intérêts des classes dominantes locales, aujourd'hui en conflit avec une Amérique belliqueuse dans la défense ses intérêts nationaux contre ses « partenaires » européens, veut attribuer la responsabilité de cette situation à l'administration Trump. Mais la vérité est que la politique répressive, les attaques contre les immigrants clandestins,

etc., ont commencé bien avant les administrations précédentes de Donald Trump : c'est Obama qui, en pleine escalade de mesures antiprolétariennes pour sortir le capital américain de la crise de 2008-2013, a pris pour cible les immigrants, tant ceux qui vivaient illégalement dans le pays que ceux qui tentaient d'entrer sans visa. C'est son administration qui a renforcé les centres de détention à la frontière et accordé des pouvoirs répressifs sans précédent à la police des frontières, etc. Trump a simplement poursuivi, en la médiatisant et en la renforçant conformément au style particulier de son gouvernement désiré par la bourgeoisie, une politique que la bourgeoisie américaine considère comme indispensable au contrôle social du pays.

Bien sûr, la question de l'immigration, en général, ne peut être comprise exclusivement comme un problème opposant la bourgeoisie au prolétariat, surtout dans un pays comme les États-Unis, où la majeure partie de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie sont des immigrants (dans des circonstances différentes, bien sûr) depuis seulement quelques générations. Naturellement, il existe une petite bourgeoisie immigrée qui vit illégalement, liée à des activités plus ou moins clandestines, et également persécutée par les politiques anti-immi-

gration, surtout parce que les forces locales de l'ICE sont incitées à atteindre un quota minimum d'arrestations quotidiennes. Mais ce n'est pas là l'essentiel : il est évident que la répression, les arrestations, les expulsions, etc., visent à intimider la masse des immigrés, contraints de vendre leur force de travail en échange d'un salaire, force de travail qui, par ses conditions d'exploitation extrêmes, maintient à la fois l'économie souterraine et l'économie légale (une distinction hypocrite que la bourgeoisie ne considère qu'à des fins de propagande). Fondamentalement, l'immigration c'est l'importation de main-d'œuvre par le pays d'accueil.

Précisément parce que le marché du travail dans le pays d'origine n'est pas assez vaste pour intégrer une partie de sa population prolétarienne, qui devient alors « excédentaire », cette main-d'œuvre est contrainte, dans le pays de destination, de travailler à un prix (salaire) inférieur à celui payé sur le marché du travail légal et réglementé. L'importation de main-d'œuvre répond donc à un besoin du système productif du pays d'accueil, et sa classification en main-d'œuvre « légale » et « illégale » sert à la classe bourgeoise à diviser les prolétaires entre les autochtones et les immigrés acceptés et régularisés, et à exacerber la concurrence entre les prolétaires immigrés eux-mêmes, entre ceux qui accèdent à la réglementation selon les lois en vigueur et ceux qui sont exploités encore plus, mais de manière cachée, par le biais du travail au noir et précaire. De cette manière, la concurrence entre prolétaires augmente de plus en plus, donnant la possibilité aux petits et moyens patrons comme aux

(Suite en page 16)

Livraisons d'armes françaises à Israël

Lorsque nous disons que l'Etat français soutient l'Etat israélien et sa politique bestiale contre les Palestiniens, nous avons d'abord en vue son soutien politique au nom du « *Israël a le droit de se défendre* », ce qui signifie en pratique : **Israël a le droit de coloniser, opprimer et réprimer les Palestiniens**. Les rares déclarations qui critiquent son action ne sont que des déclarations platoniques, jamais suivies d'effet ; elles n'ont pas d'autre but que de camoufler ce soutien inconditionnel afin ne pas mettre en péril la diplomatie française envers les pays arabes de la région. Pour l'impérialisme français, comme pour les autres impérialismes occidentaux, l'Etat israélien est un pilier trop important de l'ordre impérialiste dans la région pour risquer de l'affaiblir.

C'est ainsi que des responsables

sont allés à Tel Aviv expliquer le sens réel des récentes initiatives françaises : « *Il n'est pas question d'isoler ou de condamner Israël* », ont-ils déclaré publiquement (1).

Mais mieux que des déclarations ce sont les faits qui démontrent la réalité du soutien français à Israël. Un rapport publié le 10/6/2025, basé sur l'analyse des statistiques douanières israéliennes a détaillé le « *flot ininterrompu* » d'armes françaises envoyées en Israël malgré les affirmations officielles selon lesquelles la France avait cessé de lui livrer des armes (2) ! Si les fournitures d'armes par la France à Israël sont sans commune mesure avec celles des USA et bien inférieures à celles de l'Allemagne, elles ne sont cependant pas négligeables : 15 millions de pièces militaires ont été livrées depuis octobre 2023.

Après une révélation du site *Disclose* le 4 juin, les dockers de Fos-sur-Mer ont refusé de charger sur un cargo israélien 14 tonnes de pièces détachées pour fusils-mitrailleurs fabriqués par une société marseillaise ainsi que 2 autres conteneurs remplis de tubes de canons : le cargo est reparti à vide.

De telles actions ont déjà eu lieu à Anvers et à Tanger. Ces exemples, encore exceptionnels en raison de l'influence du collaborationnisme syndical, sont la preuve que la classe ouvrière a entre ses mains la possibilité d'enrayer les machines de guerre capitalistes et que demain elle pourra les détruire !

(1) cf. lemonde.fr, 5/06/2025

(2) cf. <https://padlet.com/stoparming-israel-france-smlj5i3burhikad3/wish/PVKBQO1LEYxMWj5x>

Manifestations contre les expulsions à Los Angeles

(Suite de la page 15)

grands capitalistes d'augmenter systématiquement la pression sur l'ensemble de la main-d'œuvre, y compris la main-d'œuvre légale et régulière.

Dans le capitalisme, aucun phénomène social n'est équilibré et pacifique, et là où dominent la loi de la valeur et l'extorsion de la plus-value, apparaissent des variations sociales de toutes sortes, basées sur l'exploitation du travail salarié, légal ou illégal. La bourgeoisie américaine, dont la police n'est guère plus qu'une extension des bandes irlandaises du début du XXe siècle, le sait parfaitement et elle compte sur ces couches sociales intermédiaires pour contrôler les prolétaires immigrés, dont la surexploitation profite aux deux. La bourgeoisie américaine a besoin de l'immigration illégale parce qu'elle a besoin de la main-d'œuvre bon marché que celle-ci fournit. Bien sûr, elle n'a aucun intérêt à se trouver privée de travailleurs, mais elle a également besoin de les contrôler. Dans une période de crise sociale comme celle que connaît actuellement l'Amérique du Nord, résultant d'une situation internationale délicate et d'une situation interne qui s'est encore aggravée depuis 2008, les attaques contre le prolétariat immigrant ont une double fonction : d'une part, elles terrorisent, disciplinent et confinent les prolétaires qui vivent en permanence sous la menace d'expulsion, de séparation d'avec leur famille et même d'enlèvement légal de leurs enfants mineurs ; d'autre part, elles fournissent à la société dans son ensemble, en particulier aux classes moyennes mais aussi à l'aristocratie prolétarienne, donc plus aisée, parmi lesquelles résonne le discours nationaliste, un bouc émissaire pour le malaise social, une sorte de cause commune qui leur permet de diriger la haine qui devrait plutôt viser la classe dominante, vers les prolétaires immigrés.

La bourgeoisie, la classe qui a promis la liberté individuelle par-dessus tout, qui a affirmé se soulever (à son époque révolutionnaire) contre toute oppression au nom de l'égalité et de la fraternité universelle, survit depuis des siècles grâce à l'exacerbation des haines raciales et nationales et la répression raciste. Alors que pendant les périodes d'expansion économique, elle importe sans cesse de la main-d'œuvre, elle n'est pourtant pas en mesure de lui garantir une quelconque protection juridique en échange de son exploitation quotidienne. Dans les périodes de ré-

cession économique, elle utilise tout son arsenal politique et policier contre les travailleurs sans papiers, frappant de manière sélective pour instiller la peur et la soumission, tout en essayant de créer un front national contre eux. C'est également le cas aux États-Unis, où le gouvernement, pleinement conscient que pour être compétitifs, les secteurs agricole et industriel du pays ont besoin de prolétaires surexploités tels que les travailleurs sans papiers, lance des campagnes « anti-invasion » créant un terrain fertile pour imposer des conditions de travail et sociales encore plus pénibles à ces travailleurs.

Le grand objectif de cette politique de déportations massives, que nous voyons aujourd'hui aux États-Unis mais qui atteindra à nouveau l'Europe demain avec la même brutalité, est de faire croire aux prolétaires « légaux », qui n'ont pas eu à franchir de mur ni à risquer leur vie sur un bateau pour être exploités, que les lois d'exception, la répression et l'exploitation excessive sont quelque chose que seuls les immigrés peuvent subir. Les prolétaires immigrés vivent aujourd'hui l'avenir de toute la classe ouvrière. La bourgeoisie a toujours besoin, pour exister en tant que classe, de l'exploitation de la main-d'œuvre. Pour maintenir le système capitaliste d'exploitation de la main-d'œuvre salariée et le préserver dans le temps, il faut – comme cela a toujours été le cas – que les prolétaires se battent les uns contre les autres, entrent dans une concurrence toujours plus intense entre eux en acceptant des salaires toujours plus bas et des conditions de travail toujours plus mauvaises, etc., au lieu de s'unir et de s'opposer directement à la bourgeoisie. En temps de crise, lorsque l'exploitation du travail salarié doit être particulièrement intense, la bourgeoisie cherche à l'imposer en premier lieu aux secteurs les plus faibles de la classe ouvrière, mais l'objectif final est d'exiger des conditions identiques de tous les prolétaires. En dégradant les conditions de vie et de travail pires qu'actuellement, rendues possibles précisément par la concurrence entre prolétaires.

Dans un avenir pas trop lointain, les vents de la guerre souffleront à nouveau sur les grandes nations capitalistes. Alors, la classe prolétarienne, indigène ou étrangère, devra affronter, dans toute sa dureté, la réalité d'un monde où sa perspective est d'être de la chair à canon, bestialement exploitée en temps de paix et massacrée en temps de guerre. La bourgeoisie exigera alors des sacrifi-

ces impensables et, pour les imposer, elle utilisera cette concurrence, cette rivalité entre prolétaires, cette habitude des prolétaires qui jouissent d'une meilleure situation sociale de collaborer avec la bourgeoisie.

Pour éviter cela, la classe prolétarienne n'a qu'une seule voie : la lutte de classe, la défense intransigeante de ses intérêts, contre toute forme d'« unité nationale », contre toute forme de front uni avec sa propre bourgeoisie, au nom d'origines, d'ethnies ou de religions communes...

Cette lutte des classes implique de rompre la politique de collaboration avec les classes dominantes et de rompre la solidarité avec leurs politiques nationalistes basées sur la répression des secteurs les plus faibles du prolétariat. Sans aucun doute, les événements de Los Angeles ne mettront pas fin, à eux seuls, à des décennies d'acceptation de la politique de collaboration interclassiste, mais ils montrent que la seule alternative qui s'offre au prolétariat de tous les pays est de se battre pour défendre les intérêts exclusifs du prolétariat, en rompant radicalement avec l'habitude de mendier auprès des petits ou grands bourgeois un salaire de misère.

14/06/2025

(1) <https://cnnespanol.cnn.com/2025/06/12/eeuu/video/ice-redadas-coches-sector-carnico-ush-trax>

Proletarian

N° 22 (February 2025)

- In Trump's America, the historical goals of the proletariat do not change
- Russia-Ukraine War: Imperialist Peace on the Horizon...
- The Middle East : Israel, the armed arm of US imperialism, wages war against all those who oppose Washington's global power interests, in whose shadow Israel's regional power interests emerge
- Trump's election and the U.S. working class
- Syria : the tyrant is gone, the bourgeois and imperialist order remains
- Lessons from the strike at Canada Post
- Canada. Quebec Premier attacks immigrant proletarians, drawing inspiration from French policy
- South Africa : Capitalism orchestrated a massacre in an abandoned gold mine, 87 killed, 248 suffered from starvation
- A victory for democracy in South Korea?

Price per copy: USA \$ 2/ CDN \$ 2/ £ 1,5/ € 1,5/ Latin America: US \$ 1,5/ CHF 3

Le CCI et le «populisme» Les élections américaines sont-elles «un échec cuisant pour la bourgeoisie américaine»?

C'est le jugement du CCI dans un article dédié au «populisme» (1). Jusqu'ici le CCI soutenait que *«c'est toujours la bourgeoisie qui gagne les élections»* (2), voulant dire par là que quel que soit les résultats électoraux, la classe bourgeoise était en définitive toujours victorieuse. Aujourd'hui nous apprenons que les élections américaines ont infligé à cette classe une *«cuisante défaite»*. Cependant si la bourgeoisie a été battue, le CCI ne nous dit pas quelle est la classe qui a gagné... Il semblerait selon le CCI que la bourgeoisie étasunienne soit représentée quasi exclusivement par le parti Démocrate; depuis 2020 la bourgeoisie aurait, en effet, multiplié les efforts *«pour isoler Trump et son camp»*, *«le capitalisme américain et sa bourgeoisie»* auraient été incapables de juguler l'emprise du populisme, etc. Comme si Trump et son camp ne faisaient pas partie intégrante de la bourgeoisie!

Cette idée absurde est démentie par le fait que pour sa campagne électorale, Trump a pu dépenser près de 6,7 milliards de dollars (record battu seulement par Biden en 2020 avec 10 milliards). Outre des milliardaires d'extrême droite comme Elon Musk (patron de Tesla, Space X etc.) et Peter Thiel (Paypal, Facebook...) qui jouent un rôle politique important, le courant Trumpien du Parti Républicain comptait parmi ses financiers des entreprises de la sidérurgie, du pétrole et de la banque; ils ont été rejoints après les élections par des gros capitalistes qui soutenaient jusque-là plutôt les Démocrates, comme Jeff Bezos (Amazon), le troisième plus riche milliardaire du monde ou Mark Zuckerberg (Facebook, Instagram...) qui n'ont pas considéré l'élection de Trump comme une défaite de leur classe: c'est donc tout un secteur du capitalisme américain et de sa bourgeoisie qui sont les forces à l'œuvre pour propulser Trump aux manettes.

Laissant éclater son indignation, l'article juge que le programme du nouveau titulaire de la Maison Blanche est *«une abomination et une aberration sociale et économique»*, ses valeurs *«immondes»*, ses actions *«aberrantes»*, *«irrationnelles»*, il place des gens *«incompétents»* à la tête d'administrations stratégiques, etc. Tout ceci sonne comme un écho des descriptions de la plupart des journalistes et autres porte-paroles

des intérêts des bourgeoisies du continent menacées par les décisions américaines. Nous ne discuterons pas de la compétence ou non des nominations de Trump, ni de ce que serait une bonne politique rationnelle de gestion du capitalisme; mais nous noterons que l'utilisation par l'article de termes à connotations plutôt morales est le signe que nous sommes en présence d'un jugement impressionniste, pas d'une analyse marxiste. Le CCI a fait sien le concept flou du «populisme», cette véritable tarte à la crème des médias; dans leur langage courant le populisme désigne les politiciens ou les courants politiques qui reprennent démagogiquement des revendications des couches populaires par opposition aux politiques «raisonnables» (lire: antisociales) des «partis de gouvernement».

Le «populisme» est le plus souvent décrit comme un phénomène en opposition à la «démocratie» dont le fonctionnement normal devrait permettre d'écarter toutes les revendications un peu périlleuses pour l'ordre établi. C'est l'inverse qui est vrai. Le système démocratique a pour fonction de permettre l'expression, sous une forme plus ou moins mystifiée et dans un cadre inoffensif, des mécontentements et des aspirations des classes exploitées afin d'éviter les affrontements sociaux. Ce qu'on appelle le populisme n'est pas un phénomène autonome et doté d'une dynamique propre; il est la traduction dans le système politique ou parlementaire démocratique bourgeois des tensions qui se développent dans la société.

Revenons à Trump. Il est qualifié de populiste à cause de sa démagogie dénonciation des «élites» et de sa prétendue défense des intérêts de l'Américain moyen. Sa propagande, avec les «fake news» qui l'accompagnent, sert à faire passer un agenda réactionnaire auprès des petits bourgeois et de l'aristocratie ouvrière: depuis les tarifs douaniers présentés comme le moyen de créer de bons emplois en préservant l'industrie nationale, la baisse du nombre de fonctionnaires censé diminuer le poids des impôts, le renvoi des travailleurs étrangers prétendument pour défendre les travailleurs américains, les mesures contre les milieux de l'intelligentsia «libérale», et contre les politiques mises en place pour faciliter la promotion des minorités raciales ressenties comme

anti-blancs, etc. La cohérence de ces mesures prises à l'emporte-pièce est sans aucun doute discutable, leur efficacité est douteuse et leurs conséquences dommageables pour certains intérêts bourgeois; la taille dans les effectifs de l'Etat (les secteurs de la Défense et de la Sécurité Sociale étant épargnés) n'a pas atteint, loin s'en faut, les résultats recherchés, la proclamation de droits de douane records du jour au lendemain a provoqué un début de panique financière qui a obligé le gouvernement à faire largement machine arrière.

Mais au-delà de sa traduction concrète hasardeuse, la politique de Trump n'est pas le fruit de la lubie d'un personnage ou des fantasmes d'un cercle d'illuminés en rupture avec les intérêts fondamentaux de la bourgeoisie américaine. Elle correspond à une tendance de fond qui était déjà à l'œuvre dans les années précédentes. Face à des concurrents au dynamisme économique croissant et à des puissances ambitieuses, les Etats-Unis n'ont plus la capacité de maintenir avec autant de facilité qu'autrefois leur domination mondiale: il leur faut faire la part du feu, abandonner les combats inutiles (que ce soit avant-hier en Syrie, hier en Afghanistan, aujourd'hui en Ukraine) pour se concentrer sur la préparation de l'affrontement avec la Chine, faire payer leurs vassaux –pardon! leurs «alliés»– en menaçant de les abandonner et, last but not least, accroître la pression sur le prolétariat en relançant des campagnes contre les «fous marxistes» et le «wokisme» des politiques contre les discriminations raciales ou sexuelles.

La défaite –sans aucun doute cuisante!– de la candidate démocrate à l'élection présidentielle n'est pas une défaite de la bourgeoisie, même si certains secteurs bourgeois sont ou seront touchés: ce sont les prolétaires américains – d'abord immigrés mais pas seulement – qui sont et seront les victimes de l'aggravation des attaques et de l'oppression capitalistes et, par ricochet, les prolétaires des autres nations sur qui les bourgeois feront retomber les conséquences de la guerre commerciale, du réarmement généralisé, avant celles de la guerre ouverte.

L'accession au pouvoir de Trump est en définitive une déclaration de guerre contre les prolétaires; ils devront y répondre non par des unions nationales ou en cherchant un soutien auprès des bourgeois démocrates, mais en reprenant la voie de la lutte indépendante de classe, internationale et anticapitaliste!

(Voir notes en page 18)

L'«Internationale Communiste Révolutionnaire» : ni communiste, ni révolutionnaire !

Il y a un an était fondée en Italie l'« Internationale Communiste Révolutionnaire » qui se présente comme le « parti mondial du communisme révolutionnaire ». Cette fondation avait été précédée, dans les différents pays où elle est implantée d'une campagne de type publicitaire « Es-tu communiste ? ». Un dirigeant affirma lors du discours de clôture de la conférence de fondation de l'ICR : « nous sommes une organisation révolutionnaire, nous l'avons toujours été et nous le resterons ! » (1).

Nous allons voir que derrière ces déclarations ronflantes, se cache une marchandise des plus frelatées...

ENTRISME

L'ICR est un avatar de la « Tendance Marxiste Internationale » (TMI) qui avait elle-même succédé à la « Militant Tendency » (MT), une organisation trotskyste centrée en Grande-Bretagne qui pratiquait l'« entrisme » dans le Labour Party britannique. L'entrisme est une tactique préconisée par Trotsky dans les années trente pour accroître rapidement le nombre des militants révolutionnaires : il s'agissait d'adhérer aux partis socialistes pour y mener un travail de recrutement d'éléments parmi leurs ailes gauches en profitant des méthodes de fonctionnement qui permettaient l'existence de tendances. Après la guerre l'« entrisme » devint une pratique caractéristique chez les trotskystes qui n'hésitaient pas à se déguiser en réformistes social-démocrates ou staliéniens pour réussir cette manœuvre.

En fait cette pratique est le signe de la dégénérescence opportuniste du mouvement trotskyste : en se déguisant en réformiste, en agissant comme un ré-

formiste, on devient un réformiste, quelles que soient les réserves mentales ou les idées qu'on peut nourrir en son for intérieur. La politique prolétarienne ne se mène pas à coups de manœuvres sans principes, de faux semblants et de déguisements : les prolétaires, qui doivent lutter contre un monde de mensonges et de confusions, ont besoin avant tout de clarté. Trotsky lui-même expliqua de façon impeccable la question des manœuvres : « La règle la plus importante, inébranlable et invariable, qui doit être appliquée dans toute manœuvre, est celle-ci : ne te permets jamais de fondre, de confondre ou d'entrelacer ton organisation de parti avec celle d'un autre parti, si « amical » qu'il soit aujourd'hui. Ne te permets jamais des démarches qui, directement ou indirectement, ouvertement ou secrètement, subordonnent ton parti à d'autres partis ou aux organisations d'autres classes, qui limitent la liberté de ton action ou qui te rendent responsable, même partiellement, de la ligne de conduite politique des autres partis. Ne te permets jamais de confondre ton drapeau avec les leurs, et à plus forte raison, cela va sans dire, de t'agenouiller devant la bannière des autres. (...) »

Ce n'est pas la souplesse qui fut la caractéristique fondamentale du bolchevisme (à présent non plus elle ne doit pas l'être), c'est sa fermeté d'airain. C'est précisément cette qualité – dont il fut légitimement fier – que ses ennemis et adversaires lui reprochaient. Non pas « optimisme » béat, mais intransigeance, vigilance, défiance révolutionnaire, lutte pour chaque pouce de son indépendance : voilà les traits essentiels du bolchevisme » (2). C'est là une condamnation des manœuvres « élastiques » que l'Internationale imposa aux partis communistes et, par avance et à plus forte raison, de l'entrisme... (même si Trotsky lui-même l'oublia quelques années plus tard).

La TMI et la MT furent des championnes toutes catégories de l'entrisme dans le Labour Party britannique et dans d'autres partis réformistes au niveau international (Podemos en Espagne, Syriza en Grèce, La France Insoumise en France, Rifundazione comunista en Italie etc.), y compris dans des partis strictement bourgeois, comme le PPP (Parti du Peuple Pakistanais) du clan Buttho au Pakistan. Des décennies d'incrustation dans le Labour Party – l'un des deux partis dirigeants de l'impérialisme britannique avec les conservateurs du Tory Party – ne pouvaient pas ne

pas avoir des conséquences sur les orientations politiques de ce groupe ; par exemple lors de la guerre des Malouines menée à l'été 1982 par la Grande Bretagne contre l'Argentine, avec l'appui du Labour Party, il soutint l'impérialisme britannique, en critiquant l'incurie supposée du gouvernement Thatcher : « En utilisant des méthodes socialistes, un gouvernement travailliste pourrait vaincre rapidement la dictature [argentine-ndlr] » (3) !

Sur le plan théorico-programmatique, il affirmait ainsi sa profession de foi démocratique : « (...) le Tory Party aurait plus de droits dans une Grande Bretagne socialiste que n'en a aujourd'hui le Labour Party (...). Le Tory Party aurait tous les droits d'exister dans une Grande Bretagne socialiste » ; et après avoir dit que « ce sont les capitalistes et non la classe ouvrière où les marxistes qui ont toujours essayé de renverser par la violence le résultat d'élections qui menaceraient leurs positions », il concluait : « Cependant toutes les intrigues et les conspirations des capitalistes ne peuvent arriver à rien sur la base d'une politique socialiste audacieuse appuyée sur la mobilisation de masse du mouvement ouvrier. Une transformation socialiste complètement pacifique de la société est possible en Grande Bretagne » (4) !

Parmi cent autres citations marxistes possibles nous pouvons nous en contenter d'une seule, de Lénine, dans « L'Etat et la révolution » : « La nécessité d'inculquer systématiquement aux masses cette idée – et précisément celle-là – de la révolution violente est à la base de toute la doctrine de Marx et Engels. La trahison de leur doctrine par les tendances social-chauvines et kautskistes, aujourd'hui prédominantes, s'exprime avec un relief singulier dans l'oubli par les partisans des unes comme des autres, de cette propagande, de cette agitation. Sans révolution violente, il est impossible de substituer l'Etat prolétarien à l'Etat bourgeois » (5). En propageant l'idée d'une « transformation » (sic ! Ce mot passe mieux que révolution) pacifique de la société, la MT démontrait sa trahison de toute la doctrine marxiste, sa nature opportuniste, réformiste, non révolutionnaire.

En 1994, alors que la majorité de la TM décidait de quitter le Labour Party (et de constituer le Socialist Party), les restants formèrent la TMI et ils continuèrent leur vie au sein du Labour ; bien entendu ils ne changèrent pas leurs orientations politiques. Alan Woods, le leader de la TMI (et maintenant de l'ICR) écrivait ainsi : « Une transformation pacifique de la société serait tout à fait possible si les chefs réformistes et syndicaux étaient prêts à utiliser le pouvoir colossal qu'ils ont entre leurs mains pour changer la société (...). Con-

Le CCI et le «populisme»

(Suite de la page 17)

Notes de l'article :

(1) « Ni populisme, ni démocratie bourgeoise... La seule véritable alternative, c'est le développement mondial de la lutte de classe contre toutes les fractions de la bourgeoisie », 10/1/2025. <https://fr.internationalism.org/content/11506/ni-populisme-ni-democratie-bourgeoise-seule-veritable-alternative-cest-developpement>

(2) cf. *Révolution Internationale* n°358 (juin 2005)

tre les bourgeois et les réformistes qui cherchent toujours à effrayer les travailleurs par le spectre de la violence et de la guerre civile, et les sectes qui ne perdent aucune occasion de faire étalage de leur enthousiasme pour une "révolution sanglante", rendant ainsi un grand service aux bourgeois et aux réformistes, nous insistons que nous défendons une transformation pacifique de la société (...). Nous affirmons de façon absolument claire que nous sommes en faveur d'une transformation pacifique de la société, que nous sommes prêts à lutter pour une telle transformation » (6).

Bien sûr, reconnaît-il, ce n'est pas ce qu'écrivait Lénine dans « L'Etat et la révolution » ; il avait raison alors, mais sa position était « concrète et dialectique, et non formaliste et abstraite » ; d'ailleurs en réalité Lénine et Trotsky voulaient une révolution pacifique en Russie ! Il n'y a pas de règles fixes ; les formes concrètes et les étapes de la révolution et encore moins la tactique spécifique à suivre ne peuvent être apprises par cœur comme dans un livre de cuisine révolutionnaire : « un tel manuel n'existe pas, et s'il existait il ferait plus de mal que de bien à ceux qui voudraient l'utiliser. Les conditions de la révolution diffèrent d'un pays à un autre, d'une période à une autre » (7). A se demander pourquoi l'Internationale Communiste édictait des règles tactiques et des conditions impératives pour ses partis – en stipulant entre autres que la « lutte des classes (...) tend à se transformer inévitablement en guerre civile » (8) !

En fait le leader de l'IMT reprend l'argumentation classique non seulement des staliniens avec leurs « voies nationales au socialisme » qui permettaient de s'affranchir des leçons de la révolution russe, mais de tout le courant réformiste, appelé « opportuniste » parce qu'il abandonnait les principes marxistes pour s'adapter à la pression bourgeoise, à commencer par le socialiste allemand Bernstein qui, à la fin du dix-neuvième siècle, jugeait dépassées les positions de Marx et Engels : il fallait abandonner selon lui leurs positions anti-démocratiques sur la dictature du prolétariat et la prise du pouvoir par la violence, correspondant à une époque révolue.

De même Woods explique que le terme « dictature du prolétariat » utilisé par Marx pour définir l'Etat transitoire entre le capitalisme et le socialisme « a provoqué une sérieuse incompréhension (...). Pour Marx le mot dictature venait de la République Romaine où il signifiait une situation où en temps de guerre les règles habituelles étaient mises de côté pour une période temporaire (...). En réalité la « dictature du prolétariat » de Marx est simplement un autre

terme pour le pouvoir politique de la classe ouvrière ou une démocratie ouvrière » (9).

Woods ne peut se revendiquer du « révisionnisme » Bernstein dont les thèses ont été réfutées par tous les marxistes, ni du stalinisme (il s'affirme trotskyste), mais son organisation s'inscrit totalement dans cette lignée. On comprend donc qu'elle n'ait eu aucun problème pour devenir un soutien enthousiaste de la prétendue « révolution bolivarienne » au Venezuela et qu'Alan Woods ait essayé de jouer au conseiller de Chavez (10).

L'« INTERNATIONALE COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE »

Pendant des décennies la MT puis l'IMT répétèrent leur critique des « sectaires », incapables « de comprendre que la masse de la classe ouvrière entre en mouvement à travers ses organisations de masse traditionnelles. (...) En dépit de la faillite de la direction du Labour Party, la classe ouvrière britannique ne jette pas ses organisations comme on change de chemise. Ces organisations ont été péniblement construites pendant des générations et elles ne seront pas abandonnées du jour au lendemain. La classe ouvrière n'est pas stupide et elle comprend qu'il est beaucoup plus facile de changer une organisation de masse existante, aussi bureaucratisée soit-elle, que d'en créer une nouvelle. Telles sont les leçons de l'histoire des 100 dernières années (...). Fondamentalement Le Labour Party a été créé par les syndicats pour représenter les intérêts des travailleurs organisés au Parlement. En fait, en dépit de sa direction et de son programme réformistes, c'était l'expression politique des syndicats britanniques » (11). Notons au passage que Lénine fait partie de ces sectaires ; tout en défendant une affiliation temporaire au Labour Party, il affirmait qu'il était faux de prétendre que celui-ci est « l'expression politique du mouvement syndical » : c'est « un parti foncièrement bourgeois, car, bien que composé d'ouvriers, il est dirigé par des réactionnaires, par les pires réactionnaires, qui agissent tout à fait dans l'esprit de la bourgeoisie ; c'est une organisation de la bourgeoisie, organisation qui n'existe que pour duper systématiquement les ouvriers » (12). Pour la MT et l'IMT, au contraire la classe ouvrière peut transformer ses organisations de masse, les pousser à gauche quand les luttes s'intensifient : « Quand la classe ouvrière entrera en mouvement, elle se tournera inévitablement vers ses organisations traditionnelles. Cela a été l'expérience historique des 200 dernières années en Grande-Bretagne, et aussi ailleurs » (13) :

c'est cela qui imposait de militer dans ces organisations.

La TMI a cependant peu à peu décidé de tourner le dos à cette soi-disant expérience historique et de mettre fin à son entrisme, puis de se transformer en Internationale Communiste Révolutionnaire. Il y a eu un « changement dans la conscience des masses » selon le « Manifeste de l'Internationale Communiste Révolutionnaire » (14) qui cite comme preuve un sondage d'opinion en Grande Bretagne (!) ; « Ce changement s'exprime le plus clairement dans l'orientation d'une fraction de la jeunesse vers les idées communistes. Ces jeunes se considèrent comme des communistes, même si nombre d'entre eux n'ont pas lu le Manifeste du Parti communiste et ne connaissent pas les fondements théoriques du socialisme scientifique. (...) Les meilleurs éléments de la jeunesse (...) disent : « on veut le communisme – et rien de moins que cela » ».

Certains ont parlé de « tournant à gauche ». Le langage a effectivement changé ; alors qu'autrefois le mot « communiste » était banni dans leur presse, il s'étale maintenant partout (on apprend même que les communistes sont spontanément de plus en plus nombreux). Mais qu'est-ce qu'il signifie ? On lit dans leur « Manifeste... » : « Nous sommes d'authentiques communistes – les hé-

(Suite en page 20)

Suplemento Venezuela N° 27 al N. 56 de «el programa comunista»

Febrero de 2025
En este suplemento

- Argentina. Frente a los «éxitos» de Milei, la necesidad de la lucha de clase
- Después de las elecciones presidenciales en Venezuela
- La elección de Trump y la clase obrera americana
- En Venezuela el estamento electoral se ha vuelto a poner en marcha – apoyado en sendas y poderosas maquinarias de promoción y propaganda, teniendo por base una supuesta rivalidad entre el chavismo democrático popular y la oposición golpista desacomplejada
- Venezuela : ¡Ni un solo hombre, ni una gota de sangre proletaria por el Esequibo!
- Lucha contra la carestía de la vida en Martinica
- Gaza: una población masacrada ...
- Siria : El tirano se ha ido, el orden burgués e imperialista queda
- Corea del Sur ...
- Sudáfrica. Masacre capitalista en una mina de oro abandonada ...

Precio de una copia: América Latina: US \$ 0,5 / América del Norte: US \$ 1 / Europa: 1 €

L'«Internationale Communiste Révolutionnaire» : ni communiste, ni révolutionnaire !

(Suite de la page 19)

ritiers des bolcheviks-léninistes, qui ont été bureaucratiquement exclus du mouvement communiste par Staline. Nous avons toujours lutté pour défendre la bannière d'Octobre 1917 et du léninisme authentique, et nous devons retrouver toute notre place au sein du mouvement communiste mondial. L'heure est venue d'une discussion honnête sur le passé, au sein du mouvement communiste (...).

Pour l'ICR, les descendants du stalinisme, ces défenseurs de l'ordre capitaliste qui ont fait leurs preuves contre-révolutionnaires, seraient d'authentiques communistes !!! Se situer dans le même « mouvement » que ces partis est en fait l'aveu d'être aussi étranger qu'eux au communisme véritable.

Le changement de vocabulaire et l'abandon (provisoire ?) de l'entrisme ne s'accompagnent pas d'un changement des orientations politiques qui ont caractérisé cette tendance depuis qu'elle existe ; nulle part on ne constate une remise en cause quelconque de celles-ci. Le « Manifeste... », « document fondateur » de l'ICR ne dit rien à ce sujet. Ce qui frappe d'ailleurs à la lecture de ce texte, c'est qu'il ne dit **rien** sur leur conception de la révolution – le mot lui-même n'apparaît qu'une seule fois, en passant !

Ce silence n'est pas innocent pour une organisation qui défendait l'idée d'une révolution pacifique. Le Manifeste met en avant « l'expropriation des banquiers et des capitalistes », mais il n'explique pas si cette expropriation est le facteur décisif pour changer la société comme le disaient la MT et la TMI et si cette expropriation peut être le résultat d'une victoire électorale comme elles le disaient aussi. Ne pas clarifier ce point décisif est une façon hypocrite de confirmer la perspective intégralement réformiste qui a été toujours la leur, malgré leur nouveau verbiage « communiste ». L'ICR prétend « revenir à Lénine », mais c'est pour mieux bafouer tous ses enseignements !

En réalité, comme nous l'avons démontré à travers quelques exemples, ces gens ne sont pas communistes ni révolutionnaires, ils ne l'ont jamais été, ils ne le seront jamais !

Communiste après Lénine » (1928), PUF 1969, tome I, p. 252-254. <https://www.marxists.org/francais/trotsky/livres/ical/ica12210.html>

(3) cf. *Militant International Review*, juin 1982. <http://www.socialismtoday.org/108/falklands.html>

(4) cf. « What we stand for », brochure *Militant* 1981, p. 25.

(5) cf. Lénine, « l'Etat et la révolution », Ch. 1., 4. <https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1917/08/er1.htm#c1.4>

(6) cf. Alan Woods, « Marxism and the State » (2008) Souligné dans le texte. Il explique en long et en large qu'une telle révolution pacifique avait commencé en France en 1968, mais qu'elle a été trahie par les stalinien qui ont refusé de prendre le pouvoir... <https://marxist.com/marxism-and-the-state-part-one.htm>

(7) Ibidem

(8) cf. « Deuxième Congrès de l'Internationale Communiste. Résolution sur le rôle du parti communiste dans la révolution prolétarienne. Point 5 ». https://www.marxists.org/francais/inter_com/1920/IC2.pdf. En fait toutes les résolutions des premiers Congrès de l'Internationale s'opposent aux positions de l'IMT.

(9) cf. Alan Woods, « The Role of the State and Social Democracy » (Juillet 2017) Souligné dans le texte. <https://marxist.com/role-state-and-social-democracy.htm> ; Marx lui-même a écrit : « *Ce que j'ai apporté de nouveau, c'est de démontrer : 1) que l'existence des classes n'est liée qu'à des phases historiques déterminées du développement de la production ; 2) que la lutte des classes mène nécessairement à la dictature du prolétariat ; 3) que cette dictature elle-même ne représente qu'une transition vers l'abolition de toutes les classes et vers une société sans classes* » cf. « Lettre à J. Weydemeyer », 5/03/1852.

(10) cf. Alan Woods, « Where is the Venezuelan Revolution going ? A contribution to the discussion on property and the tasks of the revolution » (Octobre 2010). <https://marxist.com/where-is-the-venezuelan-revolution-going.htm>

(11) cf. « Sectarianism is no way forward for the British Left », mai 2007. <https://communist.red/sectarianism-british-left-socialism-local-elections-campaign-new-workers-party-workers-movement>

(12) cf. Lénine, « discours sur l'affiliation au Labour Party », 6/8/1920. <https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1920/08/vill19200806.htm>

(13) cf. « Sectarianism... », op. cit.

(14) cf. <https://communisme.ch/fr/inter-nationale-fr/manifeste-de-linternationale-communiste-revolutionnaire/>



Visitez notre
site internet :
[https://
www.pcint.org](https://www.pcint.org)

**Soutenez la presse
internationale du parti !
Souscrivez !**

... «le prolétaire» : Journal bimestriel ... «Programme communiste» : Revue théorique en français ... «il comunista» : Journal bimestriel en italien ... «Quaderni de "il comunista"» : Revue théorique en italien ... «el proletario» : Journal en italien ... «el programa comunista» : Revue théorique en espagnol ... «Suplemento Venezuela» à «programa comunista» ... «Proletarian» : Supplément en anglais au «prolétaire» ... «Communist Program» : Revue théorique en anglais.

Correspondance :

Pour la France : Programme, 15 Cours du Palais, 07000 Privas
Pour la Suisse : Pour contact, écrire à l'adresse en France.

Adresse e-mail :
leproletaire@pcint.org

**SOUSCRIPTION PERMANENTE
Deuxième liste 2025**

Contre la guerre impérialiste, les prolétaires n'ont pas de patrie: 88,50 / Paris: 2100,00 / Victor: 140,00
Total liste : 2428,50
Total général : 4532,00

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926. Directeur-gérant: Dessus. ISSN 0033-0981.

Abonnement au «prolétaire» : 7,5 € / 15 CHF / £ 10. **Abonnement de soutien:** 15 € / 30 CHF / £ 15.

«programme communiste» (Revue théorique), le numéro: 4 € / 8 CHF / £ 3 / Amérique latine: US \$ 1,5 / USA et CAN: US \$ 4. **Abonnement:** le prix de 4 numéros. **Abonnement de soutien:** 32 € / 64 CHF / £ 24 / Amérique latine: US \$ 12 / USA et CAN: US \$ 32.

«il comunista», le numéro: 2 € / 5 CHF / £ 1,5.

«el proletario» Le numéro: Europe : 1,5 €, 3 CHF, £ 1,5 / Amérique latine: US \$ 1,5 / USA et CAN: US \$ 2.

«el programa comunista», le numéro: 3 € / 8 CHF / £ 2 / America latina: US \$ 1,5 / USA et CAN: US \$ 3.

«Communist Program», le numéro: £ 4 / 4 € / 8 CHF / USA et CAN: US \$ 3

«Proletarian», le numéro: £ 1 / 1,5 € / 3 CHF / USA et CAN: US \$ 2

(1) <https://communism.ie/the-revolutionary-communist-international-has-arrived/>

(2) cf. Trotsky, « L'Internationale